

Lutte contre la corruption : Le Procureur Kassogué en droite ligne de la vision du Président IBK

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

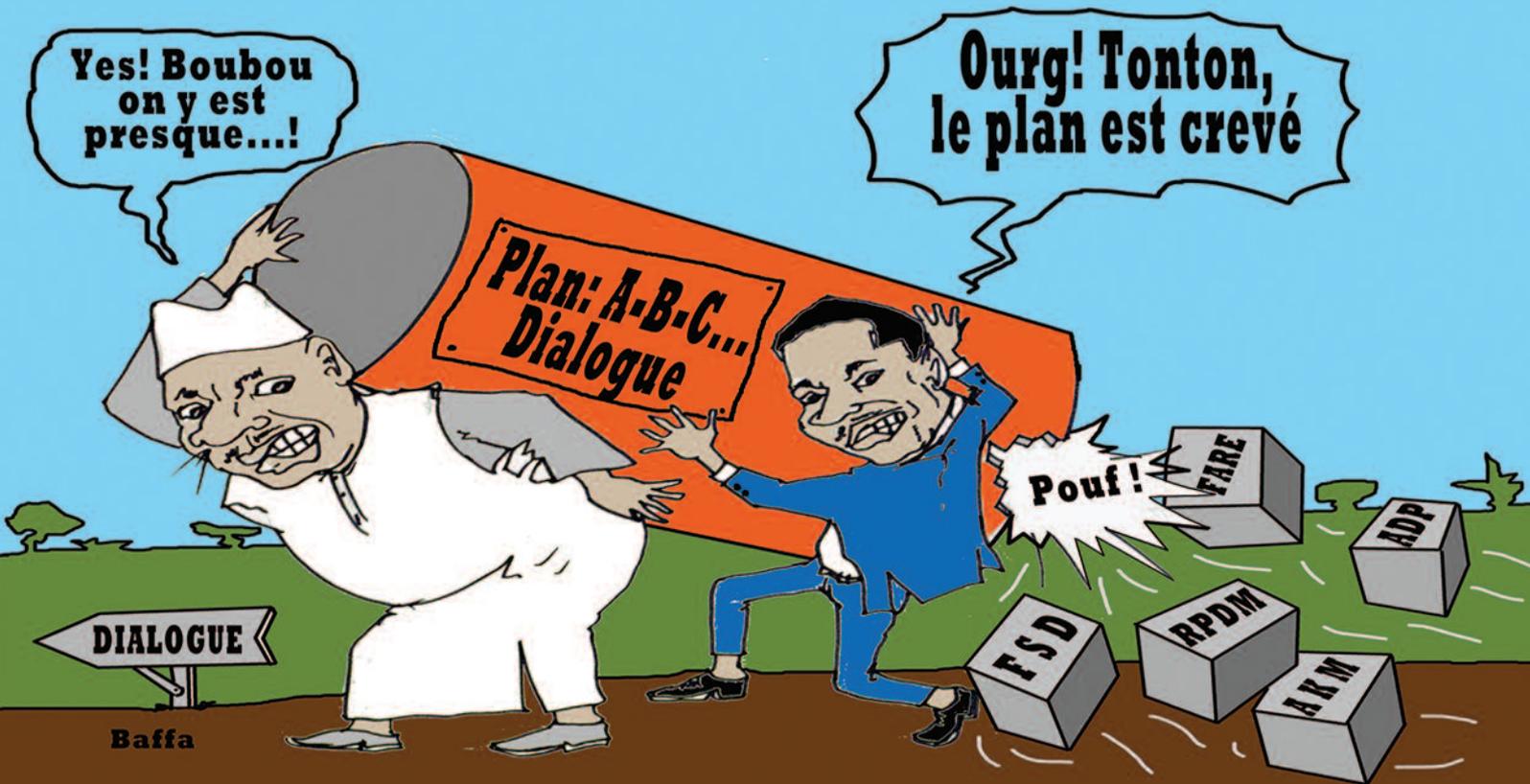
MARDI 01 OCTOBRE 2019

461

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



TDR du Dialogue National Inclusif La corruption au cœur des débats



Lutte contre la corruption : Panique au sein du RPM



Accord d'Alger : Le président IBK a-t-il enfin compris qu'il s'était trompé ?

**MOBICASH
SOMAGEP SA**



**SOCIETE MALIENNE DE GESTION
DE L'EAU POTABLE - S.A.**



SPRIT

**Payez vos factures SOMAGEP SA ou
celles de vos proches avec Mobicash.
Composez *166# option 6 puis 4.**

*Les frais varient de 100 F à 250 FCFA selon le montant de la facture.

Une	TDR du Dialogue National Inclusif : La corruption au cœur des débats	P.4
Brèves	Ibrahim Ikassa Maiga sur les propos de Moussa Mara à Politik-Débat : «Le PM Moussa MARA a estimé que les antagonismes Majorité/Opposition ne se poseraient pas au niveau Commune dans notre Pays »	P.9
	Terrorisme au Sahel : Ils sont avec AQMI	P.9
	Décès de Jacques Chirac	P.10
	Circulation de gros porteurs : Polémique après l'accident d'une citerne	P.10
	Insécurité dans la Région de Mopti : Des attaques contre les FAMA à Mondoro et Boulikessi	P.10
	Régions de Mopti : Deux postes de l'armée attaqués, deux civils tués	P.11
Actualité	Lutte contre la corruption : Le Procureur Kassogué en droite ligne de la vision du Président IBK	P.13
	Trahi par les gris-gris de son marabout : Badra Aliou Diakité se fait arrêter en flagrant délit de vol	P.14
	Après l'arrestation du président de l'APCAM : Menace de poursuite judiciaire contre TOGUNA	P.15
Politique	Lutte contre la corruption : Panique au sein du RPM	P.16
	Décrispation du climat sociopolitique : " Le dialogue national inclusif mal parti "	P.17
	Boursiers d'excellence : Le départ des 15 boursiers pour la France	P.18
	Accord d'Alger : Le président IBK a-t-il enfin compris qu'il s'était trompé ?	P.19
	Mahamadou Issoufou : Cet homme qui fait peur à la CMA	P.21
	Les vérités de Gamou	P.23
Culture & société	Promotion de la musique malienne : Le studio Ali Farka Touré pour permettre aux musiciens maliens de ne pas rompre avec nos instruments traditionnels	P.26
International	Maroc : Pourquoi Moulay El Hassan représente Mohammed VI aux obsèques de Jacques Chirac	P.27
	Le prince héritier saoudien craint : "L'effondrement" de l'économie mondiale en cas de guerre avec l'Iran	P.28
Sport	3ème journée de la 10ème édition de la coupe interbancaire : La BECEAO s'impose face à la Coris Bank	P.29
	Procédure contre Claude Le Roy : L'entraîneur du Togo Claude Le Roy risque la prison	P.30
	Prix The Best de la FIFA : La FIFA explique pourquoi le vote de l'Egypte pour Salah n'a pas été comptabilisé	P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.9

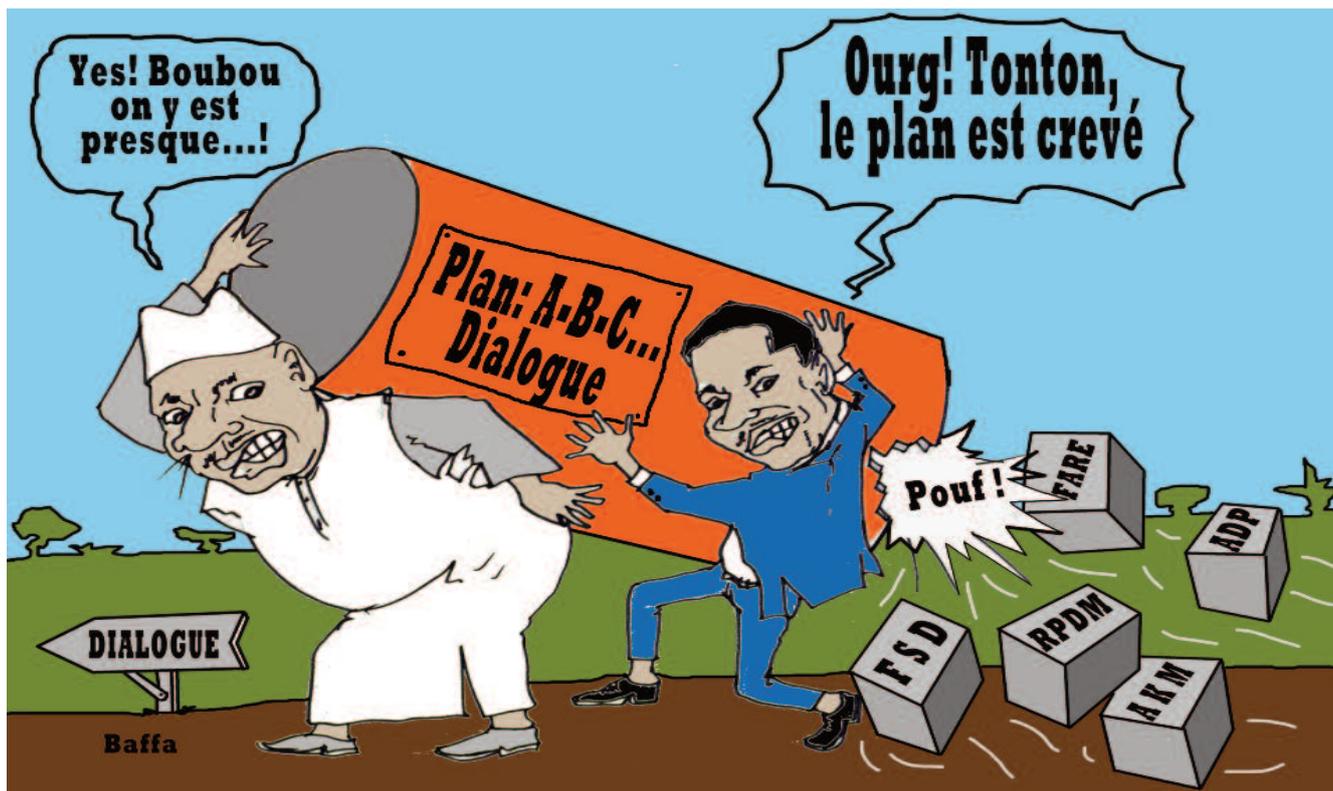


P.14



P.18





TDR du Dialogue National Inclusif : La corruption au cœur des débats

Il y a deux semaines, les 14, 15 et 16 septembre 2019, se tenait au Centre International de Conférences de Bamako (CICB) l'Atelier de validation des Termes de Référence (TDR) du Dialogue National Inclusif (DNI) accepté par le Président de la République et mis en œuvre par l'équipe de Facilitateurs. Malgré la non-participation de regroupements politiques dont le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD), de certains partis politiques majeurs comme FARE An Ka Wuli et d'organisations de la Société civile telle Anw Ko Mali, les organisateurs du DNI ont, tant bien que mal, initié ledit atelier. Aujourd'hui nous évoquons les Thématiques 2 et 3 respectivement dénommées « Politique et Institutionnel » et « Gouvernance ».

La Thématique 2 : Politique et Institutionnel pose la question suivante : Quelles solutions envisager pour sortir de la crise politique et institutionnelle ? Cette question est essentielle pour tenter de résoudre l'immense crise politico-institutionnelle que connaît le Mali depuis mars 2012 mais surtout depuis la réélection d'Ibrahim Boubacar Kéita en août 2018. Sans

minimiser les autres thématiques, on peut dire que les réponses qui seront apportées à la Thématique 2 aideront, en grande partie, à résoudre les quatre autres contenues dans le TDR. Cependant, et c'est là toute la difficulté, le succès de la Thématique 2 est lié à la participation inclusive, principalement les partis politiques. Or ni le Front pour la Sauvegarde (FSD), avec notamment Soumaïla Cissé et Mountaga Tall, ni le RPDM de Cheick Modibo Diarra, ni les FARE

de Modibo Sidibé, ni l'ADP-Maliba de Boubacar Diallo, ni l'Association Anw Ko Mali de Kadiatou Sow ne participeront aux débats. Excepté Mme Sy Kadiatou Sow, toutes les personnalités citées ci-haut, et bien d'autres, sont de potentiels candidats à la présidentielle de 2023, quand IBK ne sera plus là. On voit mal comment elles pourraient ne pas être associées à la recherche de solutions de la crise politique dont elles sont parties prenantes, dans le cadre d'un Dialogue dit « national et inclusif ».

Les points de débats et d'analyse inscrits dans la Thématique 2 sont les suivants :

« Il s'agira notamment de :

- évaluer le dispositif institutionnel et politique dans sa conformité avec les attentes des Ma-



liens ;

- débattre de la révision constitutionnelle ;
- proposer des mesures concourant à la moralisation de la vie politique en vue notamment de maîtriser les conditions de création de partis politiques et de lutter contre la transhumance politique ;
- proposer des mesures de dépolitisation de l'Administration publique ;
- débattre des conditions d'accès équitable aux médias publics ;
- proposer des réformes en matière électorale notamment en ce qui concerne la mise en place d'une structure unique chargée de l'organisation des élections ;
- débattre de la réorganisation territoriale à court, moyen et long termes ;
- proposer la relecture des textes législatifs et réglementaires régissant les partis politiques»

Ces points, on s'en souvient, sont au cœur de la crise politique malienne. En premier lieu la révision constitutionnelle qui a suscité l'une des plus grandes mobilisations populaires par son ampleur depuis les événements de Mars 1991. Cette mobilisation, orchestrée par le mouvement « An Tè A Banna », était sur le point de faire tomber le régime d'IBK. Le Président de la République l'a parfaitement compris, lui qui a dû battre en retraite sous la poussée d'un mouvement qui avait rassemblé, à l'époque, tous les mécontents du pays tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

De même « la moralisation de la vie politique, la dépolitisation de l'Administration publique, les conditions d'accès équitable aux médias publics, la mise en place d'une structure unique chargée de l'organisation des élections, la relecture des textes législatifs et réglementaires régissant les partis politiques » sont autant de points au cœur de la crise politique malienne.



En effet, depuis les élections présidentielle et législative de 2013, l'Opposition politique incarnée par Soumaila Cissé, Président de l'URD et Chef de file de l'Opposition, n'a pas cessé de réclamer la relecture des textes législatifs régissant les partis politiques et les élections au Mali. Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore, les discussions autour de la Thématique 2 doivent être totalement inclusives pour une véritable sortie de crise.

La Thématique 3 qui a trait à la Gouvernance s'interroge sur « comment améliorer (celle-ci) pour assurer un avenir dans la stabilité, la solidarité et la cohésion ». Ainsi il s'agira entre autres de :

- poser un diagnostic rigoureux de l'impact de la corruption et de l'enrichissement illicite dans tous les secteurs de l'Etat sur la situation économique, financière, scolaire, sanitaire, sociale, foncière, minière, industrielle, agropastorale et celle des ressources humaines et proposer des solutions concertées et pertinentes de redistribution équitable des richesses ;
- débattre du renforcement de la transparence dans la gestion des finances publiques ;

- débattre de la bonne distribution de la justice et de la protection des droits de l'homme ;
- identifier les difficultés liées à la gestion du foncier, des ressources minières, des aires de pâturage et proposer les solutions appropriées en tenant compte des réalités socio-culturelles des différentes zones ;
- débattre de la mise en œuvre des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux relatifs aux droits des femmes.

Le premier point de la Thématique 3 est centré sur la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite, véritable serpent de mer s'il en est, qui mettent dangereusement en péril le développement économique et humain du Mali. Les Maliens se connaissent et savent toutes les astuces et combines par lesquelles les prédateurs de la République passent pour détourner l'argent public. Ils savent quels en sont les acteurs principaux et connaissent parfaitement qui s'est enrichi sur le dos de l'État. Sans tomber dans la délation (qui en cette circonstance n'est pas si immorale qu'on semble le dire), le débat sur ce point est susceptible de donner de la matière à Moumouni Guindo de l'OCLEI, et Mahamadou Kassogué du Pôle économique de la Commune III, pour traquer et appréhender les délinquants financiers. Ce sera, avec la Thématique II, sans doute le point d'attraction du futur Dialogue National Inclusif, d'autant plus qu'il visera tous les principaux domaines d'activités du Mali dont, entre autres, « l'activité économique, financière, scolaire, sanitaire, sociale, foncière ». Si tout se passe bien, IBK n'aurait plus d'excuse pour ne pas engager enfin la lutte qu'il a promise depuis 2014. A suivre.

■ Diala Konaté



Casimir Apiè Sangala

Jeunesse Adéma, votez massivement Ibrahim Haïdara. Pour une Jeunesse Adéma rassemblée et ambitieuse !

Qu'est ce qu'il se passe ?

Certains partisans de BT ont-ils finalement jeté le sort du feu et des accidents sur le pays ?



Dans la mythologie grecque, Héphaïstos est le dieu du feu, de la métallurgie et des volcans. Il est le fils d'Héra et de Zeus.

Casimir Apiè Sangala

Il y a lieu également de fouiller dans la gestion du conseil régional de Tombouctou. Ce ne sera que justice.

Casimir Apiè Sangala est avec Apej Mali et Nixon Dao.

Le Directeur Général de l'APEJ a reçu ce vendredi matin les délégués de la promotion 2015-2018 de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG) relevant de l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USGGB). Les échanges ont porté sur la prochaine sortie officielle de cette promotion qui compte 2 787 étudiants. Elle portera le nom de la Ministre Mme Safia Bolly.

Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

IBK aux cadres du RPM: "Je ne protégerai personne. Que chacun réponde de ses actes".

Aywa, chacun ne dit que ce qui l'arrange.

Ibrahima Boubacar Yoro Maiga est avec Sidi Dicko et Bayi Singare.

"Le consensus est africain. Chez nous, quand une dispute conjugale éclate, le voisin s'en mêle. Il faut mettre un peu d'Afrique dans la démocratie. Les conflits sur ce continent, je connais : je sais que, pour une histoire de pouvoir entre deux hommes ou deux régions, on peut détruire un beau pays."

ATT

Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

Que des accidents et des flammes depuis que Bakary Togola est en prison.

Aywa juste une remarque.

BOUBACAR KANE, DG DE LA SOMAGEP : « LES FRAIS DES BRANCHEMENTS SOCIAUX SONT À 20 000 F CFA, PAS PLUS, POUR AVOIR LE ROBINET »



Awa Sylla

Quand j'avais proposé qu'on castré les violeurs. On m'a tout dit maintenant on va les castrer ou pas.

Elle n'avait que trois ans mon Dieu aide nous femme, fille on n'est fatiguée.

Les premières dames africaines à cause de Dieu prenez les cas de viol au sérieux.



Ammy Baba Cisse

Ammy Baba Cisse est avec Malick Konate et 6 autres personnes.

Dites moi pourquoi Ladj Bourama n'est pas à l'Élysée pour les obsèques de Jacques Chirac.

Quand les fonctionnaires ne sont pas sur place à 08h, devrait-on imputer cela au Président de la République?



KAYES KANU

Bonsoir a tous l'association Kayes kanu informe tous ses membres que la date de la réunion mensuelle qui était au par avant tous les premiers samedi du mois a changé

Maintenant la réunion mensuelle de l'association Kayes kanu en France est fixée au troisième samedi de chaque mois (3ème samedi de chaque mois) a la même adresse

Nous demandons a tous ce qui lirons ce message de bien partager enfin d'informé l' maximum de gens. Nous vous remercions de votre compréhension. Awa Sylla



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Koulouba, le 30 septembre 2019.

Le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, l'Ambassadeur Boubacar Gouro DIAL a reçu ce lundi 30 septembre 2019, S.E.M. Igor GROMYKO, Ambassadeur de la Fédération de Russie au Mali.

Au cours des échanges, l'Ambassadeur DIALL et son hôte ont parlé de la tenue du 1er sommet Russie-Afrique prévu 22 au 24 octobre 2019 à Sotchi, en Fédération de Russie.

En plus de la participation du Mali à ce sommet, les deux personnalités ont fait un survol de la coopération entre le Mali et la Russie. Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



Amadou Sanogo

Tous ces incidents et accidents mortels ne sont-ils pas des signes maléfiques qui ébranleront notre pays au futur proche ?



Bina Sogoba

L'ancien président du Mali Amadou Toumani Touré participe à l'hommage solennel rendu ce 30 septembre 2019 en l'église Saint-Sulpice à Paris à l'ancien président français Jacques Chirac, décédé le 26 septembre 2019 à l'âge de 86 ans.

Dors en paix

Avp/Bina Sogoba



Gouvernement du Mali



Le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEÏTA, a signé cet après-midi à la Résidence de l'ambassadeur de France le livre de condoléances ouvert en hommage à Jacques Chirac, ancien président de la République Française décédé le jeudi 26 septembre 2019 à l'âge de 86 ans. En effectuant ce déplacement, le Président de la République a voulu au nom du peuple du Mali, de son Gouvernement et en son nom propre, exprimer et réitérer ses sentiments de profonde compassion et de sympathie au Président de la République française Monsieur Emmanuel Macron, au Gouvernement et au peuple français, ainsi qu'à la famille de l'illustre disparu durement éprouvée.

Très touché, et ému, le Président de la République a montré écrit : « Le Président Jacques Chirac fut un Homme qui a aimé l'Homme. Qu'il fut d'Océanie, des Amériques, d'Asie ou d'Afrique, peu lui importait. L'Homme était estimé en tant que ce qu'il était. A ce titre on peut dire, sans grande éloquence, qu'il fut un Homme Arc-en-ciel. Homme parmi les Hommes, jusqu'à sa fin humaine. Un Homme de bien au sens classique, vient de Nous quitter ».

En plus de l'ambassadeur de France, il y'avait le Premier ministre, le ministre de l'intégration africaine et le ministre des Maliens de l'extérieur.

Ibarahima Djigande

Ibarahima Djigande a partagé une publication dans le groupe YELEMA " MOUSSA MARA PRÉSIDENT DU MALI EN 2023".



PINAL

Mopti
Cannibalisme au Mal Les donsons mangent belle et bien la chair humaine.



MALI MALIN

Le « roi de la négociation », comme il se présente volontiers, s'est piégé tout seul. Dans le golfe Arabo-Persique, Donald Trump a réussi la performance de se retrouver dans la position où il ne voulait pas être : humilié par l'Iran et sans réponse adéquate. Le promoteur new-yorkais a sous-estimé la culture du bazar à l'iranienne. Il joue trop au golf, pas assez aux échecs. Le risque est celui de l'embrassement régional et, ici comme en Asie ou en Europe, ce qui est en jeu, c'est la crédibilité des Etats-Unis auprès de leurs alliés.

De cet immense gâchis, le président américain – par ailleurs menacé d'une procédure de destitution – est l'auteur principal. A l'instar des Européens, les Etats-Unis ont pointé la responsabilité directe de l'Iran



dans l'attaque menée samedi 14 septembre contre l'Arabie saoudite. Une bordée de missiles de croisière et quelques drones ont mis le feu au champ pétrolifère de Khurais et dévasté le centre de traitement des hydrocarbures d'Abqaiq. Coup dur pour le royaume : sa capacité exportatrice est momentanément touchée.

Ce n'est pas une escarmouche, mais « un acte de guerre », comme l'ont dit les Américains. Il ne touche pas n'importe quel pays, mais le principal et le plus vieux des alliés des Etats-Unis dans le monde arabe. Le pacte non écrit scellé en 1945 entre Washington et la « maison des Saoud » était fondé sur une base implicite : tu assures ma protection, je garantis l'approvisionnement en pétrole ; tu maintiens la libre-circulation de l'or noir dans le Golfe, je produis à prix raisonnable.

« Jusqu'où ne pas aller trop loin »

La rébellion armée du Yémen, animée par les Houthis et soutenue par l'Iran, a revendiqué l'attaque du 14 septembre, cependant que la République islamique a nié toute responsabilité – sans que ni l'une ni l'autre de ces prises de position n'ait convaincu grand monde.

Depuis plus de quatre ans, l'homme fort de Ryad, Mohammed Ben Salman, dit « MBS », déverse des tonnes de bombes sur le Yémen afin d'y contrer l'influence iranienne. Déjà 100 000 morts et une tragédie humanitaire sans fin.

Mais Trump apprécie MBS. Le président l'appuie, il le protège. Même quand le prince est accusé par la CIA d'avoir commandité l'assassinat du dissident saoudien Jamal Khashoggi. Le président américain entretient avec enthousiasme la guerre de MBS au Yémen en poursuivant les livraisons d'armes américaines : Même quand le Congrès s'y oppose.

Malick Konate

Mensonge au sommet de l'Etat. Le DG de la Somagep nous avait promis que les coupures d'eau seront un mauvais souvenir à partir de fin Mai 2019. Dja les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Où est le sérieux ?

Malick Konate, amusé.

C'est vrai hein. Depuis l'ultimatum des Cotonculteurs... on assiste à des scènes Kabakomatique dron.



En autre véhicule 4x4 transportant du lait en feu à la montée du palais présidentiel (Koulouba).

Investir au Mali

L'Ambassadeur de la Tunisie au #Mali, reçu en audience par le Ministre Safia_Boly. Au menu des échanges: le renforcement de la coopération économique entre les deux pays, les opportunités d'investissement au Mali, l'amélioration du climat des affaires, l'accompagnement des PME.



Larmes des pauvres

Mopti le poste de sécurité de #Mondoro, important ceinture dans le dispositif à la frontière entre le #Mali et le #Burkina est tombé dans une attaque djihadiste. Selon les mêmes, le poste voisin de #Boulkessi faisait aussi l'objet d'une attaque.



Yaya Sangare

COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI SUR L'ATTAQUE TERRORISTE DU CAMP DES FAMA DE BOULKESSI ET DU POSTE MILITAIRE DE MONDORO.



Lisez et faites
Malikilé
votre journal numérique

Ministère de la Communication  République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI

Le Gouvernement de la République du Mali porte à la connaissance de l'opinion publique nationale et internationale, que dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 Septembre 2019, le Camp des FAMA (Forces Armées maliennes) de Boulkessi et le poste militaire de Mondoro dans la région de Mopti, ont fait l'objet d'une violente attaque djihadiste.

Dans les rangs de nos Forces Armées, aucun bilan précis n'est disponible sur le plan humain, par contre, nous déplorons de lourdes pertes en matériels et des dégâts importants. Une vaste opération aérienne a été effectuée dans la zone, pour neutraliser les assaillants et reprendre le contrôle effectif de nos positions.

Le Gouvernement condamne cette attaque terroriste contre les FAMA avec la plus grande vigueur, s'incline devant la mémoire des victimes et souhaite prompt rétablissement aux blessés. Le Gouvernement salue le courage et la détermination des valeureux soldats maliens qui se battent quotidiennement pour la protection et la sécurisation des maliens et leurs biens sur l'ensemble du territoire national.

Le Gouvernement réitère son appel à la communauté internationale pour s'engager résolument aux côtés des Maliens dans leur quête légitime de paix et de stabilité.

Par ailleurs, le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants et le Chef d'État-Major Général Adjoint des Armées sont sur place pour faire l'évaluation exacte de la situation sur le terrain et renforcer les positions vulnérables dans la zone d'action.

Les informations complètes seront communiquées aussitôt que les détails des événements seront clairement précisés.

Bamako, le 30 septembre 2019

Ministre de la Communication,
Chargé des Relations avec les Institutions,
Porte-Parole du Gouvernement


Yaya SANGARE

Cité Administrative - Bâtiment No 9 - 3ème Etage | Tel: 20 01 90 11 | Bamako, Mali

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

40%

SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money



Ibrahim Ikassa Maiga sur les propos de Moussa Mara à Politik-Débat :

«Le PM Moussa MARA a estimé que les antagonismes Majorité/Opposition ne se poseraient pas au niveau Commune dans notre Pays »



Je me permets de le rectifier que la coexistence Majorité/Opposition est bien une réalité qui se vit dans les communes et même dans nos villages et ce, depuis au moins 2013.

L'Opposition républicaine est considérée comme telle, autant pour sa désignation et ses interventions au sein des organes élus que dans les structures locales comme la CENI ou les Commissions de révision annuelle des listes électorales. Et pas plus tard que ce week-end, nous avons travaillé à gérer cela: fournir, à la demande de l'Administration locale, les noms des représentants de l'Opposition au sein des dites Commissions qui commencent leurs opérations de révision ce 1er Octobre, dans toutes les Communes du Cercle de Bourem, et de toute la Région de Gao. C'est aussi le cas partout au Mali !

Je concède qu'on puisse certainement relativiser cette réalité au niveau de chaque Parti politique, les uns et les autres n'ayant pas les mêmes couvertures géographique et implantation populaire dans le pays.

Conformément aux dispositions de la loi sur le statut de l'opposition, l'URD vit sa situation de parti d'opposition dans presque chaque Commune du Mali: c'est ça le PRINCIPE, et le contraire serait une résiduelle EXCEPTION.

Du reste, l'élargissement du Dialogue "politique" à TOUTES LES FORCES VIVES DE LA NATION est une forte exigence de l'Opposition républicaine qui a estimé que le caractère INCLUSIF dudit Dialogue doit porter autant sur la diversité des Participants que sur l'étendue des questions et sujets à débattre : tous les Citoyens, de partout et de toutes les couches socioprofessionnelles, sur tous les aspects de leurs préoccupations, et pendant la durée nécessaire. Car, nous sommes conscients et témoins que les Maliens n'ont pas toujours été consultés et écoutés sur les sujets majeurs engageant leur avenir, et qu'il faille aller au-delà des seuls militants des partis politiques.

Don't act !

■ Ibrahim Ikassa Maiga.

Terrorisme au Sahel : Ils sont avec AQMI



Par ailleurs, certains médias français et algériens ont entrepris une véritable campagne d'intoxication autour de la présence de ces soldats au nord. Dans cette campagne, un homme a refait brusquement surface à Paris. Il se fait passer comme étant le porte-parole de l'Alliance du 23 mai. Depuis la fuite de Bahanga cet homme avait perdu la voix. Marié à une Française, et loin des réalités de Kidal, il s'agit (à nouveau) à coup de mensonges et de menaces. C'est lui qui promet, au nom des soldats rentrés, une guerre contre Aqmi (branche Al-Qaïda pour le Maghreb islamique) et contre l'Etat malien.

El Hadj Gamou rétorque : « C'est une stratégie pour ce monsieur et ses acolytes de bénéficier de soutiens extérieurs. C'était la même stratégie qu'ils avaient adoptée il y a de cela quelques années. Mais, l'on a vu la suite. Quand ces gens affirment qu'ils vont faire la guerre à Aqmi, c'est de la rigolade. Ils sont ensemble et ils se côtoient tous les jours. Mais c'est une manière pour eux de tromper l'occident et d'être soutenus par l'extérieur. Mais comment peut-on être aussi cynique jusqu'à vouloir quémander de l'aide pour déstabiliser son propre pays ? ».

El Hadj Gamou conseille au « porte-parole » de venir à Kidal pour aider les populations au lieu de tenir des discours creux à des milliers de kilomètres de là.

«Nous demandons aux populations de garder leur sérénité et leur calme, face à tout ce qui se dit à travers certains medias. Il faut que les Maliens comprennent aussi que toute cette agitation n'est que l'œuvre d'un groupuscule. Les populations du nord n'aspirent qu'à la paix. Et l'armée est là pour assurer cette paix et défendre l'intégrité du territoire national. Nous sommes prêts à assumer notre mission conformément aux orientations et instructions des autorités du pays. Et nous sommes prêts à défendre ce pays contre toutes formes de menace».

Décès de Jacques Chirac



Le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEÏTA, a signé cet après-midi à la Résidence de l'ambassadeur de France le livre de condoléances ouvert en hommage à Jacques Chirac

Le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEÏTA, a signé cet après-midi à la Résidence de l'ambassadeur de France le livre de condoléances ouvert en hommage à Jacques Chirac, ancien président de la République Française décédé le jeudi 26 septembre 2019 à l'âge de 86 ans.

En effectuant ce déplacement, le Président de la République a voulu au nom du peuple du Mali, de son Gouvernement et en son nom propre, exprimer et réitérer ses sentiments de profonde compassion et de sympathie au Président de la République française Monsieur Emmanuel Macron, au Gouvernement et au peuple français, ainsi qu'à la famille de l'illustre disparu durement éprouvée.

Très touché, et ému, le Président de la République a écrit : « Le Président Jacques Chirac fut un Homme qui a aimé l'Homme. Qu'il fût d'Océanie, des Amériques, d'Asie ou d'Afrique, peu lui importait. L'Homme était estimé en tant que ce qu'il était. A ce titre on peut dire, sans grande éloquence, qu'il fut un Homme Arc-en-ciel. Homme parmi les Hommes, jusqu'à sa fin humaine. Un Homme de bien au sens classique, vient de Nous quitter ».

En plus de l'ambassadeur de France, il y'avait le Premier ministre, le ministre de l'intégration africaine et le ministre des Maliens de l'extérieur.

■ **Présidence de la République du Mali**

Circulation de gros porteurs : Polémique après l'accident d'une citerne



Le débat sur la circulation des gros porteurs dans la capitale est relancé après l'accident d'un camion-citerne, le mardi dernier. Il a fait aux moins 15 morts et de nombreux blessés. Le Conseil malien des transporteurs routiers regrette ces événements et demande la création d'un espace pour le stationnement des citernes. Selon son président, les transporteurs sont confrontés à plusieurs difficultés dans la circulation. « C'est regrettable. C'est ce qu'on a dit à la mairie, il faut trouver un espace aménagé uniquement pour recevoir les citernes, les transvasements des citernes doivent se faire dans un lieu sûr et précis avec la sécurité requise. » Je pense que l'autorité doit avoir un regard sur cette question », a déclaré Youssouf Traoré, président du Conseil malien des transporteurs routiers.

Selon le directeur de la régulation de la circulation des transports urbains à la Mairie du district, la circulation des gros porteurs est autorisée la nuit de 22 heures à 6 heures du matin sur les 3 ponts. Mais dans la journée, précise Djibril Sidibé, ils ne peuvent circuler qu'entre 10 heures et 13 heures sur les 2 rives, sans possibilités d'emprunter les ponts.

Pour le directeur de la régulation de la circulation des transports urbains, « il est possible de réviser cet arrêté ». Adopté le 23 janvier 2015, il ne fixe pas des mesures pour le cas spécifique des camions citernes. « Il est possible qu'on puisse intégrer cette catégorie d'usager dans l'arrêté qui régleme les gros-porteurs, ou bien qu'on puisse trouver un moyen de régleme la circulation des citernes dans la ville de Bamako », envisage le directeur de la régulation de la circulation des transports urbains.

Insécurité dans la Région de Mopti : Des attaques contre les FAMA à Mondoro et Boulikessi

Les postes FAMA de Mondoro et de Boulikessi ont été attaqués ce matin du 30 septembre 2019 par des terroristes. C'était respectivement à 01 h et 4h30.

Les détails suivront.

Mondoro et Boulikessi sont deux localités de la région de Mopti. Elles sont frontalières avec le Burkina Faso.

■ **Source : FAMA**



Régions de Mopti : Deux postes de l'armée attaqués, deux civils tués

Deux postes de l'armée malienne proche de la frontière avec le Burkina Faso ont été attaqués lundi par de présumés jihadistes, ont indiqué les Forces armées maliennes (Fama), sans donner de bilan, alors que des sources locales font état de deux civils tués lors d'une des attaques.

"Les postes # FAMA de# Mondoro et de Boulkessy ont été attaqués ce matin, 30 septembre 2019, par des terroristes. C'était respectivement à 01h00 et 04h30", a indiqué l'armée sur Twitter, en ajoutant que "les détails suivront".

"Au moins deux civils ont été tués à Mondoro", a indiqué à l'AFP un élu local.

"Dans la nuit, les jihadistes armés sont venus à Mondoro. Ils sont allés dans le PC (poste de commandement) du camp situé à l'est. Ils ont tiré. L'armée a reculé. Les tirs des jihadistes ont tué deux civils et en ont blessé trois", a raconté cet élu de Mondoro s'exprimant sous couvert d'anonymat.

"Le bilan de l'attaque est de deux morts et de trois blessés par balle, de deux véhicules pick-up avec des munitions, de deux chameau et de 12 vaches emportés par les jihadistes", a confirmé une source sanitaire sur place, jointe par messagerie.

Aucun bilan n'était encore disponible à la mi-journée pour l'attaque contre le camp de Boulkessy, qui a été la cible de "tirs d'obus", selon une source militaire malienne interrogée par l'AFP.

Mondoro et Boulkessy sont deux localités du centre du Mali, région en



Mondoro ville

proie aux attaques jihadistes et aux violences intercommunautaires qui ont fait des centaines de morts ces dernières années.

En mars, neuf soldats maliens avaient été tués dans l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule à Boulkessy. Quelques jours plus tôt, 17 habitants d'un village proche avaient été tués dans l'explosion d'un cadavre piégé.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes islamistes liés à Al-Qaïda. Ils en ont été en grande partie chassés par une intervention militaire internationale, lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit.

Depuis 2015, ces attaques se sont étendues au centre et au sud du Mali et le phénomène déborde sur les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Niger.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Lutte contre la corruption : Le Procureur Kassogué en droite ligne de la vision du Président IBK



Après l'arrestation du président de l'AP-CAM, Bakary Togola, le procureur de la République près le tribunal de Grande Instance de la CIII de Bamako, en charge du Pôle Economique et Financier, Mamadou Kassogué, a lancé, le 16 septembre dernier, un appel à témoin sur l'affaire dite des "Avions cloués au sol". On peut ne pas le croire, la hargne de ce magistrat respecte en toute lettre la vision du président IBK, qui a toujours regretté le mutisme de la justice à conduire à bon port les dossiers sur les malversations financières et la corruption.

La nouvelle des " avions cloués " a été mise sur la place publique d'abord par le président de la République lors d'un entretien accordé à une presse étrangère. Peu de temps après, le président de la Commission de Défense de l'Assemblée Nationale du Mali, l'a confirmée avec des expressions plus inquiétantes. « ... je me demande si, on n'a pas été floués à l'achat... ». Par qui ?

Pour l'instant, aucune réponse claire et précise n'a été donnée à cette question. Mais, une chose est sûre, pour tout le peuple malien, l'achat des avions, qui sont dits " cloués au sol", sent des odeurs de magouille.

En tout état de cause, le président de la Ré-

publique a déclaré haut et fort, à tous ceux qui veulent l'entendre, que toute la lumière sera faite sur ce dossier.

Cette déclaration, au regard du rythme de fonctionnement de l'appareil judiciaire actuellement est loin d'être vide de tout sens. En effet, l'imperturbable Procureur en charge du Pôle Economique et Financier, Mamadou Kassogué, a déjà pris le dossier en main.

En effet, ce dernier s'est forgé l'admiration du peuple à travers l'affaire de détournement des ristournes des paysans. Après une analyse concluante de tous les documents autour de cette affaire et ayant établi des soupçons de détournement, le Procureur Kassogué a ordonné l'arrestation du présumé auteur. Il s'agit bien de Bakary Togola. Certains n'y croyaient pas. Pourtant, le " grand " Bakary Togola, qui se croyait presque intouchable, séjourne à la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako (MCA).

Après ce baptême du feu, le procureur Kassogué veut désormais mettre le grappin sur les "gros poissons" de la marre de détournement autour de l'achat des avions qui sont dits " cloués au sol ".

Dans un avis publié à la date du 16 septembre 2019, il a lancé un appel à témoin autour de ce dossier.

Le Procureur Kassogué a soigneusement mentionné sur cet avis que des enquêtes ont déjà débuté à son parquet sur cette affaire. Selon

lui, pour donner un coup d'accélérateur à ces actions déjà posées par ses soins, il est important que les citoyens jouent leur partition. « J'invite toutes les personnes dépositaires d'informations et de documents relatifs audit sujet, de bien vouloir les porter à ma connaissance ou à les mettre à ma disposition, y compris sous l'anonymat », souligne-t-il.

Par ailleurs, il dira dans cet avis que la même demande est formulée concernant toutes les autres enquêtes en cours au niveau de sa structure. Car dit-il, le seul objectif du Pôle Economique et Financier de Bamako est de satisfaire la soif de justice du peuple.

Par ailleurs, cet appel du Procureur Kassogué coupe le sommeil à beaucoup de cadres véreux. En tout cas, si cette enquête se montre concluante, des "grosses têtes" vont tomber. Ce qui est bien de noter est le fait que le juge Kassogué, comme son aîné Sombé Théra dans les années 1990, a les coudées franches de son ministre de tutelle et des plus hautes autorités. C'est pourquoi il reste imperturbable devant l'éternel.

La seule question qui taraude les esprits maintenant est de savoir : après Bakary Togola, qui séjournera encore à la MCA ?

■ Par Mariam SISSOKO



Trahi par les gris-gris de son marabout : **Badra Aliou Diakité se fait arrêter en flagrant délit de vol**

Dimanche, 22 septembre dernier, vers 16 heures, Badra Aliou Diakité alias "Bad" a été appréhendé en plein jour, dans une tentative de vol de téléphones mobiles et d'autres biens précieux dans la famille Sangaré. « J'ai été surpris d'être appréhendé... Dès lors, j'ai réalisé que je venais d'être trahi par mon marabout », a déclaré "Bad" après son arrestation.

Pas plus tard que deux semaines avant cet acte de vol, "Bad" a miraculeusement échappé à une sanction judiciaire. Mais, il a été tout simplement mis en garde. C'était le 17 septembre 2019. Cette affaire, faut-il le souligner, l'opposait à son oncle. Il avait juré d'assassiner ce dernier.

A 42 ans, sans "job", le jeune "Bad" comme il aime bien se faire appeler, s'était trop habitué à l'argent facile. Tout travail, qui peut lui faire couler de la sueur, n'a jamais été de son goût.

En manque d'argent, "Bad" décide de s'en procurer par voie de vol. Contrairement à ses an-

ciennes entreprises, il se confie cette fois à un marabout. Il conclut un marché avec ce dernier. Les termes du marché étaient clairs : "réussir à voler sans se faire prendre". Mais hélas ! Le jeune "Bad" ignorait que ce marabout était pire que lui. C'est à dire un véritable escroc.

Alors, le marabout lui promet un cadenas magique. Mais, pour confectionner ce "machin", il demande à "Bad" de le lui apporter un lambeau de tissu ressemblant à un linceul. C'est avec ce bout de tissu, qu'il enveloppera ce cadenas dit "magique". En plus, il dira à "Bad" de tout simplement le mordre (le cadenas) au moment opportun pour devenir complètement invisible à tout humain.

La grande désillusion du voleur "Bad" ! Son cadenas magique en poche, "Bad" décide de passer à l'acte. Le dimanche 22 septembre, vers 16 heures, il s'introduit dans la famille Sangaré à Missira où il vole 3 téléphones portables et d'autres objets très précieux. Tout avait apparemment bien réussi pour lui.

C'est au moment de sortir de la famille que son cadenas magique va le trahir. En effet, "Bad" a été vu par un vigile. Ce dernier, a crié tellement fort "au voleur" que Bad fut perturbé. Mais, il n'avait pas oublié son machin de protection. Alors, il a mordu trois fois le cadenas espérant être invisible, mais sans succès. « Je l'ai mordu, mais je ne suis pas devenu invisible. Dès lors, j'ai réalisé que je venais d'être trahi par mon marabout », a-t-il témoigné.

Suite à l'échec de son machin protecteur, alors "Bad" a pris la poudre d'escampette. Il trouve refuge dans une des chambres de la famille. « Pour me mettre à l'abri de tout lynchage, je me suis réfugié dans une chambre et j'ai verrouillé la porte » a-t-il déclaré.

D'ailleurs, il doit la vie sauve pas à son cadenas magique, mais à cette idée ingénieuse de se cacher dans une chambre. Car, c'est de là que les éléments du 3ème Arrondissement alertés, sont venus le faire sortir et le conduire à leur Commissariat.

Actuellement, selon nos sources, Badra Alou Diakité médite sur son sort à la Maison Centrale d'arrêt de Bamako.

■ Par Mariam SISSOKO

Après l'arrestation du président de l'APCAM : Menace de poursuite judiciaire contre TOGUNA

L'ère des grands procès sous IBK a sonné. Beaucoup de Maliens présentaient Bakary Togola, président de l'APCAM comme indéboulonnable, mais il vient d'être mis aux arrêts pour détournement de deniers publics. La série pourrait se poursuivre, selon nos informations. C'est la société TOGUNA Agro-industrie qui est indexée pour avoir injecté sur le marché malien des engrais de mauvaise qualité corroborée par les analyses du laboratoire de Sotuba. Seydou Nantoumé PDG de Toguna et Oumar Guindo, son acolyte DG sont visés et sont dans l'œil du cyclone.

Selon un juge, leurs responsabilités peuvent être engagées dans cette affaire. Mais pour se disculper des allégations fournies contre elle, la société TOGUNA a brandi une correspondance du ministre ivoirien de l'Agriculture qui stimulait les autorités maliennes à accentuer les contrôles pour l'émission d'engrais de bonne qualité. Mais nos autorités ont vite compris la surenchère. TOGUNA vit des tensions sociales, des licenciements abusifs embarrassants pour une société qu'on présentait comme un modèle de développement. La société, qui semblait avoir

atteint un seuil de croissance macroéconomique à grande échelle, est aux abois. Aujourd'hui, elle est désavouée en Guinée et tarde à prendre forme au Rwanda, lieu de refuge pour le PDG.

Pour la campagne en cours, le gouvernement a été contraint de revoir la carte de redistribution de l'engrais et éviter de donner le monopole à TOGUNA qui file du mauvais coton. Averti, le laboratoire d'Eau – sol – plante de Sotuba a été saisi du dossier par les autorités. Notre laboratoire a fait un travail fantastique, égalitaire, équitable et sans discrimination. TOGUNA n'a pas été spécifiquement visée, mais l'objectif était de situer les responsabilités par rapport aux autres importations. L'analyse était focalisée sur le volet selon lequel le Mali ne peut demeurer un pays sans loi, avec un favoritisme inquiétant, un clientélisme fascinateur, et un saupoudrage volontaire, mais assassin, le tout arpenté par une injustice criarde et une impunité déroutante.

L'analyse proprement dite

Les analyses physiques du laboratoire ont porté sur la détermination du poids des sacs par type d'engrais. Les interprétations des résultats ont été faites conformément aux

normes CEDEAO – UEMOA pour le contrôle de la qualité en Afrique de l'Ouest avec des limites de tolérance définies. Selon nos sources, la CEDEAO a adopté des lignes de conduite dans le cadre des limites de tolérance admises de la teneur des engrais en éléments nutritifs de plantes. Il s'agit ici de l'écart maximum toléré dû à l'erreur inhérente à l'échantillonnage et à l'analyse. Selon les experts, l'échantillonnage a été réalisé par une équipe d'agents de la direction nationale d'agriculture. Et sur chaque lot de 100 tonnes d'engrais, un échantillon consistant en 2 sacs pris au hasard a été prélevé. Cet échantillon a été mélangé pour former un composite représentatif des 100 tonnes pour les analyses chimiques, puis envoyé au laboratoire sol – eau – plante. C'est sur la base des conclusions accablantes issues des analyses que TOGUNA a été épinglée.

Sur la base de ce rapport, on se dirige vers une poursuite judiciaire contre TOGUNA. Les analyses sont la preuve que la responsabilité de TOGUNA est avérée dans la distribution d'engrais de mauvaise qualité aux paysans. Seydou Nantoumé et Oumar Guindo respectivement PDG et DG sont les responsables moraux de ce grand déballage. La justice doit être rendue au nom du peuple malien. C'est pourquoi pour la campagne en cours, l'Etat malien a été réticent par rapport à TOGUNA, menacée de poursuite judiciaire, concernant la distribution de l'engrais aux cultivateurs de coton.

■ Issiaka Sidibé



Lutte contre la corruption : Panique au sein du RPM

BK aux cadres du RPM : «je ne protégerai personne. Que chacun réponde de ses actes»

En transport à la résidence du chef de l'État dans le quartier populaire de Sébénikoro, la réunion des cadres du parti au pouvoir a été une véritable désillusion pour les organisateurs. Ils voulaient bénéficier de la couverture présidentielle, mais ils ont déchanté quand le président Ibrahim Boubacar Kéita, depuis Luanda (Angola), les a informés que la lutte

contre la corruption et le détournement de deniers publics ira jusqu'au bout. Dès lors, c'est le sauve-qui-peut dans la majorité présidentielle, où personne ne sait où donner de la tête. L'interpellation et l'incarcération du tout puissant président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (APCAM), Bakary Togola, semble sonner le glas de l'impunité pour tous ceux qui se sont rendus coupables de détournements de deniers publics, de corruption, de surfacturation, etc.,



ces dernières années dans notre pays.

Inquiets de subir le même sort que le président de l'APCAM, les cadres du Rassemblement Pour le Mali (RPM), parti au pouvoir ont tenu une rencontre à Sébénikoro dans la résidence du président Keita pour, dit-on, se mettre à l'abri de la tempête qui secoue le monde des délinquants financiers et des bandits à col blanc qui ont profité de leur poste ô combien stratégique dans l'administration publique pour piller les caisses de l'État en bandes organisées.

Mais quelle ne fut leur surprise ! Contacté par téléphone depuis Luanda, où il séjournait dans le cadre de la rencontre des cultures, le président IBK n'aurait pas entonné dans la même flûte que ses camarades du parti qui cherchent désespérément un parapluie sous lequel ils vont se la couler douce.

Selon nos sources, il a répondu à ses interlocuteurs qu'il ne protégerait personne et que chacun devra répondre de ses actes. Selon nos informations, il a ajouté que cette lutte va au-delà de sa personne et qu'elle ira jusqu'au bout.

Et depuis, c'est le sauve-qui-peut dans les rangs des cadres du RPM qui se reprocheraient certainement quelque chose au regard de la lutte contre la corruption et la délinquance financière et les responsables politiques parains de certains opérateurs économiques qui ont fait de leur sport favori la surfacturation. Ces propos du premier magistrat ne seraient pas tombés dans des oreilles de sourds. Ils sont nombreux, les cadres du RPM à se dire que la trahison s'est installée dans la maison. Ils espéreraient, selon nos radars, que le président IBK, de retour de Luanda, allait dénoncer avec véhémence une chasse aux sorcières comme il l'a fait avec l'achat de l'avion présidentiel, en 2014, affaire dans laquelle il a protégé certains de ses ministres impliqués dans la surfacturation en déclarant publiquement qu'il ne s'attaquerait pas à ses bienfaiteurs malgré tout ce qu'on leur reproche.

Les arrestations au niveau du Conseil régional de Kayes et de l'Aéroport Président Modibo Keita n'arrangent pas les choses pour les cadres du RPM. Certains responsables du Rassemblement Pour le Mali (RPM) ne dorment plus que d'un œil. Ainsi, sont-ils lâchés par le président Ibrahim Boubacar Kéita ? Les jours à venir nous édifieront.

■ Yoro SOW

Décrispation du climat sociopolitique : " Le dialogue national inclusif mal parti "



L'accord pour la paix et la réconciliation du 20 juin 2015, qui n'a jamais fait l'unanimité au sein de la classe politique et de la société civile maliennes, est en passe de mettre en échec « le dialogue national inclusif » perçu par nos concitoyens avertis comme l'ultime bouée de sauvetage de la nation en péril.

L'allusion du président IBK « à discuter certaines dispositions » de l'accord d'Alger, dans son traditionnel discours à l'occasion du 22 septembre, en est la cause apparente.

Ce bout de phrase était-il destiné à dissuader le FSD (pôle principal de l'opposition) de se retirer du « dialogue » si l'une de ses conditions, à savoir une éventuelle « relecture » de l'accord, n'était pas retenue dans les termes de référence définitifs ou IBK a-t-il laissé parler son cœur devant l'évidence de l'inapplicabilité du document après plus de quatre années d'une mise en œuvre qui a fini par déchanter même les optimistes?

Peut-être les deux à la fois.

Toujours est-il que la CMA (l'ex-rébellion kidaloise) dont la ligne de conduite invariable consiste à saborder le processus de paix pour convaincre la communauté internationale qu'il n'existe pas d'alternative à sa fantasmagorique « république de l'Azawad » s'est saisie de ce qu'elle considère comme un manquement à l'article 45 de l'accord pour annoncer la sus-

pension de sa participation au « dialogue ». Du coup le risque est sérieux de voir deux acteurs majeurs absents de ces assises. Au-delà du défaut criard d'inclusivité qui les priverait d'une part substantielle de légitimité, elles ne pourraient prendre en charge la résolution de la crise post-électorale de 2018 et rendraient plus hypothétique encore le rétablissement de la paix au nord, en particulier le rattachement de l'Adrar des Ifoghas au reste du pays, cher aux Maliens de tous bords.

Ces discordances surviennent dans un contexte qu'il n'est pas excessif de qualifier de « pré-insurrectionnel ». En effet, les défis à l'autorité publique s'enchaînent à travers le pays. Partis de Kayes et Koulikoro sous la forme de barricades routières, ils ont vite atteint Tombouctou, Ménaka, Gao. Les populations de Bamako s'y sont mises la semaine dernière en fermant à la circulation, par des matériaux de fortune, les voies passant à proximité des décharges publiques. Elles entendent maintenir ce dispositif inhospitalier jusqu'à l'enlèvement des ordures et l'assainissement de leur cadre de vie.

A cause d'un contrôle de vignette banal sous d'autres cieux, un Commissaire de police a été lynché à Niono, son corps ensanglanté trainé par terre sous les cris exaltés de ses assassins. Le Commissariat a été saccagé et brûlé. Il a fallu au Premier ministre Boubou Cissé,

jeudi dernier au campus universitaire de Kabilia, un calme olympien devant des étudiants furieux qui réclamaient le paiement d'arriérés de bourses. Certains d'entre eux scandaient le mot « révolution ».

« La révolution », il en était aussi beaucoup question, ces derniers jours, au meeting à Kayes de la Plateforme contre la corruption et le chômage (PCC) du Pr Clément Dembélé, qui s'attribue le mérite de l'arrestation du plus gros cotonculteur malien et ami du président IBK, Bakary Togola.

Ce harangueur en diable promet de faire réaliser par un cabinet indépendant l'audit sur cinq ans de la CMTD, d'EDM-Sa, de la Loi de programmation militaire et de faire mener des investigations sur les immeubles cossus de l'ACI 2000. L'objectif est d'identifier d'éventuels propriétaires ministres ou hauts fonctionnaires qui feront l'objet de plaintes auprès du Pôle Economique et Financier de l'intraitable procureur Mamoudou Kassogué. Ce serait un miracle, dans ces conditions, pour le chef du gouvernement dit de mission d'organiser-et de réussir- le référendum constitutionnel envisagé avant la fin de l'année en cours.

■ Saouti HAÏDARA

Boursiers d'excellence : Le départ des 15 boursiers pour la France

La salle de réunion du département du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a abrité, le lundi 23 septembre 2019, la cérémonie de départ de la promotion 2019 des boursiers d'excellence. C'était sous la présidence du ministre de tutelle, Pr. Mahamoudou Famanta, accompagné par son homologue de l'Education nationale, Dr Témoré Tioulenta et de l'Ambassadeur de France au Mali, Joël Meyer, en présence des boursiers, leurs parents et leurs encadreurs.

Rappelons que le programme de bourses d'excellence pour le Mali, initié à la fin des années 1990 par le président Alpha Oumar Konaré, a pour objectif de former des compétences de haut niveau pour les mettre au service du développement socio-économique du Mali. Et depuis son lancement, 280 jeunes ont bénéficié de ce programme. Nombreux sont ceux qui sont aujourd'hui diplômés et d'autres sont encore en cours de formation en France.

L'Ambassadeur de France au Mali, Joël Meyer, a félicité les réussites enregistrées par ce programme qui a contribué à tisser des liens forts entre les deux pays par la plus belle des entremises, celle du savoir, de la compétence et des échanges culturels. Il a évoqué que 2020 marquera les vingt ans de la création de ce programme. Pour lui, cette longévité s'explique par la robustesse du partenariat qui unit ces deux pays via le Ministère en charge de l'enseignement supérieur, de l'ambassade de France et de l'Université de Grenoble-Alpes qui accueille dans les meilleures conditions d'encadrement possibles tous les nouveaux boursiers.

Pour sa part, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Mahamoudou Famanta au nom du président de



la République, a remercié l'Ambassade de France pour le soutien sans faille qu'elle accorde à la mise en œuvre de ce programme. Selon lui, la solidité du partenariat, qui nous unit autour de l'objectif partagé de formation de qualité de nos meilleurs bacheliers, contribue grandement à la réussite de ce programme. « Je n'oublie pas notre partenariat universitaire, la Communauté Université Grenoble-Alpes, et notamment le site de Valence, qui accueille nos boursiers pour leurs deux premières années d'études », a-t-il déclaré. En s'adressant aux jeunes boursiers, le ministre Famanta a indiqué que les jeunes s'envoient pour entamer leur parcours universitaire en France en découvrant un nouvel environnement d'étude, de nouvelles façons d'apprendre, mais aussi un nouveau cadre de vie où ils doivent s'adapter. « Ce ne sera pas toujours facile, surtout au début, d'autant plus que vous allez arriver alors que l'année universitaire aura été déjà entamée depuis plusieurs semaines », a-t-il dit et de conseiller aux jeunes de faire preuve de solidarité, d'esprit de corps, mais aussi de curiosité vis-à-vis de ce nouvel environnement. « Je compte sur vous pour vous concentrer pleinement sur votre formation et réussir brillamment vos études en France », a annoncé le ministre, avant de rassurer que toutes les conditions sont réunies pour que ce soit le cas. En outre, le ministre Famanta a conseillé aux boursiers de revenir au Mali

après l'obtention de leurs diplômes pour mettre leurs connaissances, leurs compétences et leurs expériences au service du développement du Mali, que ce soit dans le secteur public (notamment dans l'Enseignement supérieur et la recherche scientifique), dans une activité salariée ou dans l'entrepreneuriat. À ce sujet, il a rappelé qu'un engagement signé les oblige à revenir au Mali et que le non-respect de cet engagement entraînera un remboursement des sommes investies pour la formation.

Quant à la porte-parole des boursiers, Mambamba dite Sissé Traoré, elle a rassuré que partout où ils seront dans le monde entier, c'est à travers eux que les étrangers verront l'image du Mali. C'est pour cette raison qu'elle a promis au nom de ses camarades d'être les meilleurs partout où ils iront dans ce monde, d'apprendre et de revenir au bercail une fois les études terminées car l'objectif de ce programme est de former les lauréats en France afin qu'ils puissent revenir et servir le Mali. Notons que ce programme est constitué de deux bourses différentes. Il s'agit de la Bourse d'études universitaire du gouvernement français (BGF) qui compte 5 bourses et financée par la France. Et la Bourse d'études universitaire du gouvernement malien (BGM) qui compte 10 bourses, financée par l'Etat du Mali.

■ S.B. TRAORE

Accord d'Alger : Le président IBK a-t-il enfin compris qu'il s'était trompé ?



« Commettre une faute n'est pas grave, mais y persister est diabolique », a-t-on coutume d'entendre.

De Ouaga à Alger en passant par Bamako, il a toujours été question de la problématique de la paix dans notre pays. Nul n'est donc sans savoir que l'intégrité territoriale du Mali a été mise en question, victime de la sape affreuse de son fondement depuis l'ère Amadou Toumani Touré (ATT).

Triste et douloureux souvenir des crapuleuses tueries de Aguel Hock et des autres régions du grand Nord Mali ! Notre pays a été, en 2012, victime d'un complot international piloté par le régime colonialiste de la France coloniale. Les trois (03) régions dans le nord du pays ont été occupées par des forces djihadistes sorties de terre comme des champignons.

Kidal fut conçu pour abriter ces forces internationales sous le chapeau mal tissé du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA). Cette fusion des forces hétéroclites a, comme on le sait, donné naissance à la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA).

Aujourd'hui, Kidal est le Quartier général (QG) de la CMA, de la force française Barkhane qui s'est substituée à la force Serval venue au Mali pour fonder les bases de l'occupation de notre territoire par la France et son alliée indéfecti-

ble en l'occurrence la CMA.

Au cœur de la préparation par l'armée française de cette occupation coloniale du Mali, la délégation du Premier ministre Moussa Mara a été prise à partie par les combattants occultes de la CMA. Comme pour dire à nos autorités que Kidal est coupée dans les faits du territoire national. C'était en mai 2014.

Ce complot international ourdi contre notre peuple travailleur avait ses adeptes ici au Mali tapis dans les rayons de la nébuleuse démocratie qui leur permet de se maintenir aux affaires et de continuer à spolier notre peuple travailleur. C'est dire qu'il y avait dans leur agenda la partition de notre territoire.

Un accord de plus pour une paix illusoire a été préparé et signé en deux (02) étapes par les parties maliennes et de l'Azawad. C'était respectivement le 15 mai par le gouvernement et le 20 juin 2015 par la CMA. Cet accord, il faut avoir le courage de le dire et de le reconnaître, a été colmaté à Alger dans le dos de nos masses travailleuses sans le moindre consentement de leur part. C'est cet accord que le régime IBK a voulu imposer à notre peuple sans l'accord préalable de celui-ci.

En dépit de la volonté du président IBK de gérer les Maliens sans les Maliens avec des forces hostiles au Mali, des personnalités ont fait entendre leurs voix contre cet accord dit

d'Alger signé entre Ibrahim Boubacar Kéita et la force conjointe de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) gisant sous le rempart de la France coloniale avec ses acolytes de la sous-région ouest africaine. Cet accord, il faut le dire, n'a jamais été et ne saurait être du goût des Maliens fiers de leur pays et de leur peuple laborieux.

Les tournées d'explication dudit accord n'ont reçu aucun enthousiasme de la part de nos populations. Ceux qui ont effectué ces tournées au nom du président de la République auront gros sur leur conscience s'ils ne reconnaissent le désintéret porté contre cet accord dit de paix par des Maliennes et des Maliens épris de paix réelle et de justice équitable.

On peut dire aujourd'hui avec juste raison que l'accord d'Alger ne peut pas apporter la paix au Mali. Bien au contraire, il constitue le créneau irréfutable de la balkanisation forcée de notre territoire sans notre consentement. La presse qui constitue le quatrième pouvoir est montée au créneau pour dire à IBK que cet accord ne peut servir les intérêts supérieurs du Mali. Dès lors, il appartenait au président de demander aux Maliens de forger leur propre destin. Hélas !

En tout cas pour nous, l'accord était mort-né si nous devons nous assumer. Au-delà de tous les discours mafieux et sionistes de gouvernants français et de leurs acolytes de la sous-région Ouest-africaine, le ton de la discorde contre le Mali a été donné lorsque les armes destinées à notre armée, en provenance de la Russie ont été illégalement bloquées à Conakry sur instruction, semble-t-il, de la France. Cela se comprenait aisément si l'on sait que lesdites armes pouvaient permettre à nos Forces de défense et de sécurité (FDS) de recouvrer avec brio l'intégrité du territoire national, chose qui ne pouvait arranger les ennemis du Mali.

Le jeu était donc clair: mobiliser le club des chefs d'État et de gouvernement des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) contre les militaires patriotes qui avaient à cœur de servir dignement leur pays.

La suite est connue: le président illégal et illégitime en la personne de Dioncounda Traoré, jouant le jeu de la France, a tout simplement demandé une intervention française sur notre sol. C'était là une façon d'insulter la mémoire

de tout un peuple et de ceux qui ont donné leur sang pour la sauvegarde de la dignité nationale et l'avènement de la "démocratie" multipartite au Mali.

La suite est également connue: les Maliens ont dit de vive voix que l'accord d'Alger ne pouvait servir la paix; pire, nos forces de défense et de sécurité n'ont plus la latitude de fouler le sol de Kidal sous peine de faire face à l'armada de guerre de la France coloniale de retour dans notre pays. Cette triste réalité et cette simple vérité qui crève les yeux de ceux qui veulent voir dans la problématique de la paix au Mali, IBK ne les avait perçues ou jugées à leur propre taille.

Aujourd'hui, le président, (tout au moins nous l'espérons), a compris que l'accord d'Alger ne saurait servir la paix dans notre pays. Comme on le dit souvent, «commettre une faute n'est pas grave, mais y persister est diabolique». Lors de son adresse à la nation, à l'occasion du 59ème anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté nationale, le président Ibrahim Boubacar Kéita a dit: «En ce jour anniversaire de notre indépendance, je tiens à réaffirmer l'attachement du gouvernement à cet accord, quitte à en discuter certaines dispositions, l'essentiel étant d'en conserver l'esprit.

Garant de cet accord et réaffirmant l'adhésion du gouvernement à sa mise en œuvre, je voudrais renouveler mon appel à nos frères signataires et les inviter à tout mettre en œuvre pour un retour à une normalité constitutionnelle et administrative dont l'absence hypothèque lourdement tous les efforts de développement...

Aussi, voudrais-je, en direction de nos frères du Nord, lancer un appel fraternel et sincère à plus de raison, pour que nos efforts, les efforts de toutes les parties ne tendent plus que vers la paix...».

Coup de tonnerre: la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), par la voix de son porte-parole, a immédiatement rejeté la main tendue du chef de l'État en affirmant l'inamovibilité dudit accord.

Au regard de ce discours, il semble que le président jette en fin un regard nouveau sur le contenu et la faisabilité de l'accord que les Maliens n'ont cessé de mettre en question et donc en cause. Va-t-on jusqu'à affirmer que IBK a regretté la signature de l'accord ou le fait de n'avoir pas vite été à l'écoute de son

peuple par rapport à l'accord d'Alger, ou encore va-t-on conclure au retour à la réalité du président !

L'on va simplement se contenter de s'interroger: IBK a-t-il enfin compris qu'il s'était trompé ? Pour ne pas persister dans l'erreur, il convient aujourd'hui qu'il comprenne qu'il n'y aura jamais la paix au Nord tant que la France sera présente sur notre sol.

Il faut qu'il se rende à l'évidence qu'autant l'épervier ne peut œuvrer pour le bonheur des poussins de la basse cour, autant il reste illusoire de croire un seul instant que la France peut servir la cause de la paix au Mali. Cela est d'autant évident que c'est notre instabilité politique, économique, culturelle et idéologique qui la nourrit.

Il est temps que le président se départisse des discours diplomatistes pour demander à son peuple de prendre en main sa destinée car, comme le disent les Malinké: "Sigui tè komé ban Mandé, tama dé ô bana !" Comme pour dire que si les négociations échouent, il faut donner mission à notre peuple et à son armée de libérer le territoire national, car comme

Marx le dira: "la force matérielle ne peut être battue que par la force matérielle".

Dans notre combat pour la préservation de l'intégrité de notre territoire, nous serons naturellement appuyés par nos vrais amis que sont les Russes, les Chinois, les Cubains, les Nord-Coréens, les Angolais, etc. Tout sauf penser un seul instant que la France peut servir la paix dans notre pays. Il reste entendu qu'hier, elle vivait de nous, qu'aujourd'hui elle s'accroche à ses intérêts chez nous par le truchement de ses représentants locaux.

La France étant partie intégrante du problème, elle ne saurait concourir en même temps à sa résolution. L'homme d'État et éducateur soudanais Mamadou Konaté avait coutume de dire: «Lorsque la cause est juste, la foi, le courage, la détermination ne peuvent pas échouer.»

Monsieur le président de la République, nous pouvons ensemble libérer notre pays de l'occupation franco-djihadiste si et seulement si la volonté politique est vraiment au rendez-vous !

■ Fodé KEITA

Ecobank
The Pan African Bank

Compte Courant

Le compte courant assorti d'avantages exclusifs.

- + e-Alert
- e-Statement
- SMS-Alert
- Virement
- Cartes

24H/24

OUVERT COMPTE COURANT



Mahamadou Issoufou : Cet homme qui fait peur à la CMA

Depuis sa courageuse dénonciation des agissements de certains groupes rebelles (signataire de l'accord de paix), et du statut actuel de Kidal (localité occupée par les mêmes groupes), le président nigérien Mahamadou Issoufou est devenu l'homme à abattre pour la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), et ses commanditaires. A coups de manipulation, des groupuscules sont poussés à manifester à Kidal et dans d'autres localités du Nord pour dénoncer le président nigérien. Le voleur qui crie au voleur ! Imperturbable, Issoufou est décidé à traquer les terroristes jusque dans leurs derniers retranchements... Il l'a affirmé haut et fort, la semaine dernière, à la tribune des Nations-Unies.

■ ■ Le statut de Kidal est une menace pour la sécurité intérieure du Niger. Et en plus, nous constatons, avec

beaucoup de regrets, qu'il y a des mouvements signataires des accords de paix d'Alger qui ont une position ambiguë et qu'il y a des mouvements signataires des accords de paix d'Alger qui sont de connivence avec les terroristes. Nous ne pouvons plus l'admettre », a-t-il martelé. Mahamadou Issoufou insiste en indiquant que son pays détient des preuves de la complicité de ces mouvements avec les groupes terroristes. Des actes de terrorisme selon lui sont fomentés et commis en territoire nigérien avec le soutien de certains signataires des accords de paix d'Alger.

« Un sanctuaire pour les terroristes », c'est ainsi que Mahamadou Issoufou a qualifié Kidal. Ce qui intrigue le président Issoufou, c'est qu'il y a des mouvements signataires de l'Accord d'Alger qui ont une position ambiguë. Pire, certains mouvements sont de connivences avec les terroristes. Pour Issoufou il y a un choix à faire : ou on est dans les accords de paix ou on est avec les terroristes.

Le danger est aux portes du Niger

C'est pour circonscrire le mal que le président nigérien, Mahamadou Issoufou a dû parler. Une manière pour lui de rappeler que « **quand la case de ton voisin brûle, il faut asperger d'eau, la tienne** ». Tels sont les motivations objectives qui ont poussé le président du Niger à parler de Kidal. Hormis cette raison fondamentale, beaucoup de choses rapprochent le Niger du Mali. Notamment, l'histoire, la géographie et la culture. Autant de motifs valables pour le président du Niger de parler de terrorisme au Mali, singulièrement du statut de Kidal. Aussi, le président Issoufou qui est actuellement le président de la conférence des Chefs d'État de la CEDEAO. Cependant, le fait de rester inactif, face à la situation, serait une manière pour lui de fuir ses responsabilités.

Pour le n°1 nigérien, le statut actuel de Kidal est une menace pour son pays et il sied que l'État malien reprenne impérativement ses droits. La colère du président nigérien est d'autant plus légitime que son pays est en proie à des attaques terroristes liées en partie au statut de Kidal. Cela dit, c'est un courage

qu'il faut saluer à sa juste valeur, car le dirigeant nigérien a osé dire tout haut ce que d'aucuns pensent tout bas.

En effet, la lutte contre le terrorisme au Sahel ne saurait être gagnée sans la neutralisation de tous les « **sanctuaires des terroristes** » tels Kidal et le désert libyen. L'on se rappelle que la question libyenne avait été soulevée par le président en exercice du G5-Sahel, lors du dernier sommet des chefs d'État du G5, tenu à Ouagadougou et récemment au sommet du G7 à Biarritz en France. C'est dire si la capacité de nuisance des groupes terroristes qui écument la bande désertique africaine reste très préoccupante. Sur la question du nord Mali, le président Issoufou est resté constant. Son combat est de parvenir à ce que les pays du Sahel soient débarrassés de toutes ces organisations terroristes et criminelles dont l'objectif reste tout simplement de semer la mort, la haine et la désolation. Quand le chef de l'État soutient que certains terroristes qui attaquent le Niger, se replient dans la région de Kidal, il assène des vérités qui doivent interpellé. Car, cette situation cause non seulement des torts aux populations de Kidal, à celles du Mali dans son ensemble, mais aussi à d'autres pays comme le Burkina où les attaques terroristes sont récurrentes. Du reste, il faut saluer la décision des présidents burkinabè et nigérien de créer un comité transfrontalier de sécurité contre le terrorisme... Ces propos du président nigérien n'ont pas laissé indifférents des groupuscules à manifester à Kidal, le jeudi 26 septembre dernier.

Aussi, ces groupuscules appellent au retrait « immédiat » du Niger de la médiation internationale pour l'accord d'Alger. Egalement, ils demandent le retrait du contingent nigérien de la Mission Multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA).

Issoufou alerte...

Nullement perturbé par les agitations des responsables de la CMA, le président Mahamadou Issoufou est déterminé à combattre le terrorisme partout où il sévit dans le Sahel. Ainsi, lors de la 74^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations-Unies, Mahamadou Issoufou a rappelé que c'est désormais une évidence, les pays du Sahel et du bassin du lac Tchad sont devenus le théâtre d'opération des organisations terroristes et criminelles dont la menace fait partie des questions qui relèvent, par excellence, du multilatéralisme : « **En effet, la sécurité est un bien public mondial. En mettant en place des coalitions fortes de lutte contre le terrorisme en Afghanistan, en Irak et en Syrie, la communauté internationale l'a bien compris. Nous déplorons qu'il n'en soit pas ainsi au Sahel et dans le bassin du Lac Tchad où les menaces des organisations terroristes et criminelles ont été amplifiées par la crise Libyenne, crise dans le déclenchement de laquelle la communauté internationale a de graves responsabilités. Par conséquent, comme j'ai eu**

à l'indiquer à maintes reprises, la communauté internationale ne doit pas détourner son regard de ces deux régions dont les populations, notamment les femmes et les enfants, connaissent des souffrances indescriptibles : populations réfugiées ou déplacées, fermeture d'écoles sacrifiant des générations de jeunes qui n'ont plus l'occasion de s'instruire. Pour faire face à la situation la communauté internationale doit : Trouver une solution urgente a la crise Libyenne, notamment en désignant un envoyé spécial conjoint ONU-UA ; aider à renforcer les capacités opérationnelles et de renseignement des forces de défense et de sécurité des Etats membres ; renforcer les capacités opérationnelles et de renseignement de la Force Mixte Multinationale qui opère contre Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad et de la Force conjointe du G5 Sahel que nous souhaitons voir placée sous le chapitre 7 de notre charte ».

La nouvelle stratégie des groupes terroristes, poursuit le président nigérien, visant à entraîner des conflits intercommunautaires et l'extension de l'insécurité vers des pays jusque-là épargnés sont autant de raisons qui militent en faveur d'une action concertée de notre part contre les groupes terroristes.

C'est du reste, pourquoi, le 14 septembre dernier, un Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, spécialement consacré à la sécurité régionale et à l'examen des voies et moyens d'y faire face de manière collective, s'est tenu à Ouagadougou au Burkina Faso. Et d'ajouter : « **Ce Sommet, traduit le fort engagement des dirigeants de notre région face à ce fléau, mais il conforte également l'option de la mutualisation de nos moyens, face à un ennemi commun de plus en plus organisé et qui conserve une capacité militaire avérée... À ces décisions s'ajoutent d'autres mesures non moins fortes : la demande de changement du mandat de la Minusma, y compris son extension au-delà du territoire Malien conformément à la résolution 2480 ; l'adoption du plan d'action 2020-2024 avec une dotation initiale des pays membres de la CEDEAO de 1 milliard de dollars ».**

■ Mohamed Sylla



Les vérités de Gamou

Le septentrion malien, consécutivement au retour de soldats libyens d'origine malienne, connaît une brusque montée de tension. Alors que la majorité de ces soldats, dès leur arrivée à Kidal, se sont mis à la disposition des autorités, certains d'entre eux s'agitent autour de cette localité et veulent opter pour l'épreuve de force en vue de se faire entendre. Il semble qu'ils parlent... d'autodétermination pour les régions nord du Mali.

Dépêché à Kidal par le chef de l'Etat pour accueillir les revenants, le colonel major, El Hadj Gamou, chef d'Etat-major particulier adjoint à la présidence, a sa propre lecture de la situation qui prévaut aujourd'hui à Kidal.

Joint par téléphone, le vendredi dernier, cet officier affirme que l'armée est prête à défendre le pays face à toutes menaces. Gamou rassure.

En 2006, Kidal se réveille, le 23 mai, sous les crépitements d'armes. Le camp militaire et la garnison de la gendarmerie venaient d'être attaqués par un groupe d'hommes armés dirigé par Ibrahim Ag Bahanga et le colonel Hassane Fagaga. Le coup, en réalité, avait été savamment préparé avec l'aide de certains intégrés (soldats) de l'armée régulière.

A l'époque, de lourds soupçons avaient plané sur certaines notabilités de la localité, dont Iyad Ag Ghaly, celui-là même qui, en 1990, avait déclenché la seconde rébellion du septentrion malien.

En 2006, Iyad s'était en réalité servi de Bahanga pour commettre cet acte de forfaiture contre l'intégrité du territoire national. La suite est connue...

Pour gérer cette crise, le chef de l'Etat avait opté pour la voie pacifique. Un dispositif sécuritaire avait immédiatement été mis en place à Gao en vue de sécuriser l'ensemble des régions nord du pays. Dans la chaîne de commandement du PC opérationnel, il y

avait un homme, El Hadj Gamou.

De 2006 à 2010, cet officier est resté au front pour juguler la crise.

En 2009, lorsque le chef de l'Etat, après l'attaque d'Abeibara, a ordonné à l'armée de détruire toutes les bases de Bahanga, Gamou et le colonel Meïdou, commandant de la région militaire de Mopti, et le colonel Abdoulaye Coulibaly, étaient, entre autres, au-devant de l'offensive de l'armée qui s'est finalement soldée par la destruction des bases des insurgés et la fuite de leur chef, Ibrahim Ag Bahanga, qui s'est réfugié en Libye.

De Kidal à Koulouba

Après cette crise, le colonel Gamou est nommé à la présidence de la République, en qualité de chef d'Etat-major particulier adjoint. Il est nommé au grade de colonel-major, à la suite des dernières promotions (en grade) intervenues au sein de l'armée. Cet officier de la tribu des Igmaden, qui a

aussi servi au Liberia dans le contingent malien, a toujours fait preuve d'un engagement sans faille à défendre le drapeau national et à honorer son serment d'officier.

Cependant, Gamou fait aussi l'objet de critiques. Certains l'accusent d'entretenir une milice à Kidal, d'autres affirment qu'il n'a jamais accompli une mission d'éclat, lorsqu'il était sur le terrain. Il balaie du revers de la main ces accusations, et bénéficie de la confiance de ses chefs, précisément du chef suprême des armées. Il était alors l'officier le mieux indiqué pour cette nouvelle mission (le retour des soldats de la Libye) qui s'avère délicate. A Kidal, Gamou est en terrain connu. Il a l'avantage de connaître aussi beaucoup d'acteurs (locaux et revenants) de la scène.

Pour El Hadj Gamou, la situation est simple : « **En réalité tous ceux qui sont venus n'étaient pas retournés dans l'intention de créer des problèmes. Ils ont été suffisamment traumatisés par ce qu'ils ont vécu en Libye pour vouloir tenter une aventure au Mali. Parmi eux, certains sont encore sous le choc. Ils ont tout abandonné en Libye : familles, femmes, enfants et biens. Croyez-vous**



qu'ils sont prêts à se créer d'autres problèmes ici? ».

Et parmi ces soldats, il y a même des Libyens qui ont suivi ceux d'origine malienne. Les Libyens ont fui leur pays et les combats pour se retrouver au Mali. Certains d'entre eux veulent même repartir en Libye, mais seraient habités par la peur.

Comprendre le piège

Mais pourquoi toute cette agitation au sein des revenants? **«C'est vrai que beaucoup de soldats sont revenus avec des armes. Mais la réalité est que leur retour constitue une aubaine pour les membres d'un réseau qui a toujours œuvré à la déstabilisation des régions nord du pays. Ces gens profitent de chaque occasion pour déstabiliser. Cela pour des intérêts personnels et non dans l'intérêt des populations. Ils veulent se servir des arrivants qui ont intérêt à comprendre le piège»**, révèle Gamou dans un langage de vérité qu'on lui connaît.

A en croire l'officier, avec l'approche des élections, c'est le moment idéal pour les membres de ce réseau, de faire de la « sur-enchère et de monter la pression sur l'Etat

». Gamou estime, par ailleurs, que tout ce qui se passe avec le retour de ces soldats, est digne d'un scénario hollywoodien. C'est un film dont l'opinion ne tardera pas à découvrir l'épilogue. «L'on saura finalement toute la vérité autour de cette affaire », promet le colonel major.

Ils sont avec AQMI

Par ailleurs, certains médias français et algériens ont entrepris une véritable campagne d'intoxication autour de la présence de ces soldats au nord. Dans cette campagne, un homme a refait brusquement surface à Paris. Il se fait passer comme étant le porte-parole de l'Alliance du 23 mai. Depuis la fuite de Bahanga cet homme avait perdu la voix. Marié à une Française, et loin des réalités de Kidal, il s'agit (à nouveau) à coup de mensonges et de menaces. C'est lui qui promet, au nom des soldats rentrés, une guerre contre Aqmi (branche AL-Qaïda pour le Maghreb islamique) et contre l'Etat malien.

El Hadj Gamou rétorque : **« C'est une stratégie pour ce monsieur et ses acolytes de bénéficier de soutiens extérieurs. C'était la même stratégie qu'ils avaient adopté il y a de cela quelques**

années. Mais, l'on a vu la suite. Quand ces gens affirment qu'ils vont faire la guerre à Aqmi, c'est de la rigolade. Ils sont ensemble et ils se côtoient tous les jours. Mais c'est une manière pour eux de tromper l'occident et d'être soutenus par l'extérieur. Mais comment peut-on être aussi cynique jusqu'à vouloir quémander de l'aide pour déstabiliser son propre pays? ».

El Hadj Gamou conseille au « porte-parole » de venir à Kidal pour aider les populations au lieu de tenir des discours creux à des milliers de kilomètres de là.

«Nous demandons aux populations de garder leur sérénité et leur calme, face à tout ce qui se dit à travers certains médias. Il faut que les Maliens comprennent aussi que toute cette agitation n'est que l'œuvre d'un groupuscule. Les populations du nord n'aspirent qu'à la paix. Et l'armée est là pour assurer cette paix et défendre l'intégrité du territoire national. Nous sommes prêts à assumer notre mission conformément aux orientations et instructions des autorités du pays. Et nous sommes prêts à défendre ce pays contre toutes formes de menace».



Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Promotion de la musique malienne : Le studio Ali Farka Touré pour permettre aux musiciens maliens de ne pas rompre avec nos instruments traditionnels

Afin de permettre aux jeunes maliens de produire des albums de qualité au sein d'un studio live ultra moderne ; de ne pas rompre avec nos instruments traditionnels ; de pérenniser les idéaux de feu Ali Farka Touré qui a toujours fait la promotion de ces instruments. Vieux Farka Touré, le fils de feu Ali Farka, vient de mettre un studio live moderne qui porte le nom de son regretté papa à la disposition des artistes maliens. Le studio a été inauguré le jeudi, 12 septembre 2019, par Vieux Farka en présence d'artistes internationaux.

Implanté dans la famille de feu Ali Farka Touré à Lafiabougou, ce studio ultra moderne financé à coups de millions de FCFA par Vieux Farka Touré est une aubaine pour les jeunes musiciens maliens en particulier, ainsi que tous les

musiciens à ne pas rompre avec nos instruments traditionnels. De continuer à puiser dans la riche culture malienne et à ne point céder à la tentation des instruments importés qui dénature notre musique. Selon Vieux Farka Touré, la musique malienne qui est une musique ayant de la notoriété auprès des fans de tous les pays du monde est en train de perdre un peu de sa valeur à cause des instruments utilisés. Des instruments qui donnent une autre intonation à notre musique et que les fans ont du mal à comprendre, déplore Vieux Farka Touré.

« Il faut faire marche arrière et revenir à nos instruments traditionnels qui ont toujours permis à la musique malienne de voyager et de faire voyager, de conquérir les plus grandes scènes africaines et mondiales, c'est

la raison pour laquelle j'ai décidé de créer ce studio pour permettre aux jeunes musiciens maliens de bénéficier d'un studio leur permettant de continuer de vivifier le flambeau laissé par les anciens » a-t-il annoncé. Le studio live moderne permettra d'enregistrer ou de produire des jeunes musiciens maliens avec des instruments mettant en valeur la musique vivante, ajoute-il. Vieux a fait savoir que le studio qui porte le nom de son regretté papa, Ali Farka Touré, se compose de trois cabines toutes équipées de batteries, de conga, des balafons, de guitares électriques et basses, de N'Goni, de calebasses ainsi que deux autres cabines consacrées au chant et au mixage. Tous les ingrédients sont réunis pour permettre à la jeune génération de marcher sur les pas des anciens musiciens maliens qui ont donné à la musique malienne ses lettres de noblesses, garantit-il. L'artiste international Joyce Tape qui a quitté la France pour venir enregistrer son album dans le nouveau studio n'a pas tari d'éloges sur la qualité du studio et a invité les jeunes musiciens à se ruer sur le studio Ali Farka Touré pour lancer leur carrière.

■ **Moussa Samba Diallo**



Maroc : Pourquoi Moulay El Hassan représente Mohammed VI aux obsèques de Jacques Chirac



Mohammed VI victime d'une « pneumopathie », c'est son fils Moulay El Hassan qui le représente aux obsèques de Jacques Chirac. Une délégation au prince héritier qui s'inscrit dans la droite ligne d'une longue tradition du Makhzen.

C'est le prince Moulay El Hassan, seize ans, qui représente son père Mohammed VI aux obsèques de l'ancien président français Jacques Chirac, décédé jeudi 26 septembre. La MAP, l'agence de presse officielle marocaine, a relayé un communiqué du cabinet royal daté du 29 septembre, expliquant que le roi du Maroc a « contracté une pneumopathie bilatérale aiguë d'origine virale », et qu'en conséquence, son médecin personnel lui a prescrit « un repos de quelques jours ».

Dans le communiqué du Palais, l'ex-chef de l'État français est présenté comme « un grand ami du Maroc ». En effet, Jacques Chirac a, dès la fin des années 1970, incarné la proxi-

mité entre Paris et Rabat. Mohammed VI « avait prévu de se rendre en France, afin de présenter, à titre privé, ses condoléances [...], eu égard aux fortes et profondes relations qui ont toujours lié les deux familles », précise le texte.

C'est finalement Moulay El Hassan qui transmettra ses hommages, répétant un scénario bien connu de son père : en 1974, Mohammed VI, qui était alors le prince héritier Sidi Mohammed, âgé de onze ans, avait représenté son pays aux obsèques du président français Georges Pompidou. Il n'est d'ailleurs pas d'usage que le souverain chérifien assiste aux funérailles de chefs d'État étrangers.

Le « grand ami » Chirac

Jacques Chirac a entretenu une proximité particulière avec Hassan II. Lorsque ce dernier décède en 1999, le président français suit son

imposant cortège funéraire. La mémoire populaire, au Maroc, retient que le dirigeant tricolore est sincèrement affecté. Une anecdote rapportée par le journaliste français Jean-Pierre Tuquoi raconte que Chirac aurait, à cette époque, glissé à Mohammed VI : « Majesté, je dois beaucoup à votre père, et si vous le souhaitez, tout ce qu'il m'a donné, je m'efforcerais de vous le rendre. »

De son côté, l'auteur Ignace Dalle rapporte cette citation également attribuée au défunt président : « Je dois à Hassan II une sorte d'initiation aux complexités et aux valeurs du monde arabe et musulman. Je lui dois des analyses visionnaires sur les drames, mais aussi sur les chances de la paix au Proche-Orient. » Le couple Chirac avait l'habitude de se rendre au Maroc, plus précisément dans la région de Taroudant, pour ses congés.

« Le royaume du Maroc gardera précieusement le souvenir d'un grand ami qui a activement contribué à la consolidation des relations d'amitié entre nos deux pays en les érigeant en un partenariat d'exception, a réagi jeudi le souverain à l'annonce du décès de l'ex-chef de l'État français. Ce partenariat, unique en son genre, constitue désormais la référence de notre coopération. »

Transparence sur la santé du monarque

Ce n'est pas la première fois que Mohammed VI annule un voyage pour raisons de santé. Un « syndrome grippal aigu (...) compliqué d'une bronchite » avait ainsi obligé le monarque, en 2014, à reporter une visite officielle en Chine. La santé royale a longtemps été un tabou au Maroc, et reste un sujet sensible.

Depuis quelques années, le ministère de la Maison royale, du protocole et de la chancellerie s'efforce de communiquer à ce sujet. Le premier acte de transparence à l'égard de l'opinion publique remonte à 2009. Depuis, le Palais offre parfois des explications sur l'état de santé du souverain, comme lorsque ce dernier a écourté en 2015 un voyage à Laâyoune, à la suite « d'un syndrome grippal avec atteinte broncho-pulmonaire et oropharyngée » et d'« une extinction de voix ». En février 2018, Mohammed VI avait été opéré dans une clinique parisienne pour un « trouble du rythme cardiaque », avait alors annoncé un communiqué officiel.



Le prince héritier saoudien craint : "L'effondrement" de l'économie mondiale en cas de guerre avec l'Iran



Le prince héritier Mohammed ben Salmane à la Mecque, le 31 mai 2019.

Le prince héritier saoudien, Mohamed ben Salmane, a prévenu qu'une confrontation entre le royaume wahhabite et l'Iran menacera "les intérêts mondiaux" lors d'un entretien avec une chaîne américaine.

Une guerre entre l'Arabie saoudite et l'Iran provoquerait un "effondrement total de l'économie mondiale", a prévenu dimanche le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane dans un entretien télévisé aux Etats-Unis.

"Si le monde n'agit pas fortement, fermement, pour dissuader l'Iran, nous assisterons à une escalade encore plus grave qui menacera les intérêts mondiaux", a affirmé "MBS" lors de l'émission "60 Minutes" sur la chaîne CBS. Et d'ajouter : "l'approvisionnement en pétrole sera perturbé et les cours grimperont à des hauteurs inimaginables, que nous n'avons jamais vues de notre vivant".

Selon lui, les conséquences d'un tel conflit toucheraient la planète entière : "la région représente environ 30 % de l'approvisionnement mondial en énergie, à peu près 20 % du trafic mondial de marchandises, environ 4 % du PIB

du monde. Imaginez que ces trois choses-là s'arrêtent toutes".

"Cela signifiera un effondrement total de l'économie mondiale, et pas seulement de l'Arabie saoudite ou des pays du Moyen-Orient", a-t-il avancé.

Il a estimé absurde l'attaque menée le 14 septembre contre des installations pétrolières saoudiennes, et que Riyad et Washington attribuent à l'Iran. "Il n'y a pas d'objectif stratégique. Seul un dingue attaquerait 5 % de l'approvisionnement mondial. Le seul but stratégique est de prouver qu'ils sont stupides et c'est ce qu'ils ont fait", a lancé le fils du roi Salmane.

Affaire Khashoggi : "je dois assumer ma responsabilité"

Il a également été interrogé pour savoir s'il avait ordonné l'assassinat du journaliste critique du régime Jamal Khashoggi à Istanbul en octobre 2018. "Absolument pas, a-t-il répondu. C'était un crime horrible. Mais j'as-

sume mon entière responsabilité en tant que dirigeant de l'Arabie saoudite, en particulier puisque c'est le fait d'individus travaillant pour le gouvernement saoudien".

"Quand un crime est commis contre un ressortissant saoudien par des responsables travaillant pour le gouvernement saoudien, en tant que dirigeant je dois assumer ma responsabilité. C'était une erreur", a-t-il ajouté.

Le corps du journaliste, disparu après être entré dans le consulat saoudien d'Istanbul, n'a jamais été retrouvé, et les circonstances de son assassinat jamais clairement établies.

Mohammed ben Salmane a été mis en cause par un expert indépendant de l'ONU, qui a trouvé des "preuves crédibles" de son implication, tandis que la CIA estime probable que le prince héritier ait ordonné l'assassinat. La justice saoudienne a en revanche blanchi l'homme fort de la monarchie wahhabite, et incarcéré plus d'une vingtaine de personnes dans l'enquête sur cet homicide, dont cinq risquent la peine de mort.

3ème journée de la 10ème édition de la coupe interbancaire : La BCEAO s'impose face à la Coris Bank

Pour le compte de la 3ème journée de la 10ème édition de la coupe interbancaire, la BCEAO s'est imposée 2-1 face à la Coris Bank, le samedi 21 septembre sur le terrain de l'AS Réal de Bamako sis à Djicoroni Para. La rencontre s'est effectuée en présence des cadres des deux banques et de nombreux fans du ballon rond.

La 3ème journée de la coupe interbancaire, organisée chaque année par l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Mali (APBF), a débuté il y a de cela trois semaines avec plusieurs rencontres au menu. Parmi ces rencontres, celle qui a opposé la BCEAO à la Coris Bank, a été celle pleine de surprises avec une forte intensité dans le jeu.

En effet, la BCEAO a quasiment dominé le match durant les 30 premières minutes de jeu. Suite à cette pression incessante, l'équipe de

la BCEAO, ouvre le score à la 31ème mn, grâce à Mady Bino Samaké.

Contrairement à la première période, le public a constaté une équipe très déterminée de Coris Bank à la deuxième période. Malgré cette détermination, elle ne sera pas réaliste.

D'ailleurs à la 62ème mn de jeu, elle encaissera un deuxième but. Ce but a été marqué encore par l'attaquant de la BCEAO, Mody Tounkara.

A peine 6mn après, soit à la 68ème mn, Sory I Sidibé, sur un tir magnifique réduit le score pour la Coris Bank. Suite à cette réduction de score, la Coris tentera plusieurs autres occasions mais sans pour autant revenir au score. Très content, le coach de la BCEAO, Mahamadou Sidibé, a d'abord félicité ses joueurs. Ensuite, il dira que cette victoire était très importante pour eux. « Donc on ne pouvait pas perdre deux fois d'affilée, je leurs ai dit de tout

faire pour gagner. On est venu avec cette idée de changer la donne et grâce à Dieu, ça été fait » s'est-il réjoui.

Quant au coach de la Coris Bank Issouf Traoré, il déclara : « ça n'allait pas aujourd'hui. Nous avons été beaucoup handicapés par des blessures lors des deux premiers matchs. Toute chose, qui a diminué l'effectif, mais on va récupérer le reste de l'équipe pour jouer le 4ème match » a-t-il promis.

Par ailleurs, les résultats complets, de cette 3ème journée de la coupe interbancaire sont les suivants : BCEAO/ Coris Bank (2-1), BNDA/ BCI (4-0), BIM/BOA (1-2), Orabank/ BDM (0-4), MEF/ BICIM (7-0), BMS/ BSIC (2-0), Ecobank/ BCS (0-1) et BAM/ UBA (3-0).

■ Par Safiatou Coulibaly



Prix The Best de la FIFA : La FIFA explique pourquoi le vote de l'Egypte pour Salah n'a pas été comptabilisé



La FIFA a expliqué pourquoi certains votes en faveur de Mohamed Salah pour le prix de The Best n'avaient pas été comptabilisés.

L'Egyptien ne figurait pas parmi les trois derniers nommés du scrutin. Beaucoup de spécialistes ou légendes de football se sont insurgés contre cet état de faits, à l'instar de

Samuel Eto'o, et il a été confirmé que les votes des capitaines et sélectionneur de l'Egypte n'avaient pas été pris en compte. Ceux-là auraient assurément bien aidé l'idole d'Anfield. Logiquement, Salah a été contrarié par le fait que son pays a été "snobé". Sur son compte Twitter personnel, il a posté cette semaine un message énigmatique en disant : "Quoi qu'ils

fassent pour tenter de changer mon amour pour l'Égypte, ils ne réussiront pas."

La FIFA a expliqué ce jeudi pourquoi ces votes en faveur de Salah n'avaient pas été comptés dans un communiqué relayé par Omnisport. L'instance dirigeante a indiqué : "Lors du contrôle des votes soumis par la Fédération égyptienne de football (EFA) le 15 août, il a été remarqué que les signatures sur les formulaires de vote étaient en majuscules et ne semblaient donc pas valables (non authentiques). Les formulaires de vote n'ont pas non plus été signés par le secrétaire général, ce qui est obligatoire".

La FIFA a ajouté que le bureau fédéral de l'EFA, qui a subi récemment des changements structurels, avait été contacté à ce sujet, et n'a pas fourni ensuite de réponse à temps pour que les votes soient validés.

À noter que les Egyptiens n'ont pas été les seuls à remettre en question l'authenticité de ce vote et l'honnêteté de la FIFA. Le capitaine du Nicaragua, un certain Juan Barrera, avait affirmé que les noms qu'il avait cités ne sont pas ceux qui ont été rendus publics en son nom. Et il en est de même pour l'entraîneur serbe du Soudan.

Pour rappel, c'est Lionel Messi qui a remporté lundi dernier le prix The Best à Milan. Il a devancé le Néerlandais Virgil Van Dijk et son vieux rival, Cristiano Ronaldo.

Procédure contre Claude Le Roy : L'entraîneur du Togo Claude Le Roy risque la prison



Une peine de prison a été requise contre l'actuel entraîneur du Togo, Claude Le Roy, pour des affaires présumées frauduleuses. En effet, le sélectionneur du Togo est jugé en appel pour des transferts de joueurs entachés d'irrégularités à la fin des années 1990 alors qu'il était manager de

Strasbourg. Le parquet de Strasbourg a demandé des peines de prison avec sursis et une amende à son encontre, aux côtés de Patrick Proisy, alors président du CR Strasbourg. Claude LEROY a été jugé jeudi en appel pour des transferts de joueurs entachés d'irrégula-

rités, au tournant des années 2000. La Cour rendra son arrêt le 18 décembre.

Le dernier jour de l'audience, l'avocat général Christophe Mira a demandé une peine de six mois avec sursis et 25 000 euros d'amende à l'encontre de l'actuel entraîneur du Togo.



Bélier (21 mars - 19 avril)

Une activité récente peut vous demander de prendre un risque. Récemment, vous avez donné beaucoup de votre personne et la fatigue s'est accumulée avec l'ingratitude. Songer à changer de poste vous préoccupe de plus en plus, mais des étapes sont nécessaires.

Il règne un risque de dépenses liées à des frais divers et vous ne pouvez résister aussi aux nombreuses sorties qui tombent sans crier gare. Si des dépenses se présentent, essayez d'échelonner vos règlements pour garder l'équilibre dans votre budget.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous exercez un certain magnétisme sur vos proches collaborateurs. Votre projet est encensé par votre auditoire. Vous défendez bec et ongles vos objectifs. On vous remarque, une nouvelle offre arrive à point nommé. Vos sacrifices paient enfin.

C'est assez positif pour vos finances, vos comptes ne sont pas en si mauvaise forme que vous auriez pu le croire. Vous consultez vos comptes et vous trouvez qu'ils se portent plutôt bien, ce qui vous met de bonne humeur pour le reste de la journée.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un nouveau poste peut se présenter et vous demander d'acquiescer des techniques nouvelles. Vous abordez la situation avec sérénité, mais pourtant vous craignez l'échec. Des doutes alternent avec la volonté d'avancer. Un de vos collègues peut vous épauler.

Votre relation à l'argent est en train de changer. Vous dépensez souvent dès qu'un article vous plaît, vous cédez. Les tentations sont grandes et y résister demande des efforts. Le climat est favorable à des frais pour des loisirs ou un voyage d'agrément.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous saurez vous faire respecter ! Vous démontrerez une confiance en vous inhabituelle qui surprendra vos interlocuteurs. Cela vous donnera un avantage, vous réussirez à faire passer vos idées sans trop de difficultés. Croyez en vous ! Le secteur de vos finances est très dynamisé ! Il ne reçoit pas moins de quatre planètes, autant dire qu'il y aura du mouvement sur vos comptes. L'argent rentre, mais il peut aussi sortir si vous ne faites pas plus attention à ce que vous achetez. Regardez les étiquettes, comparez les prix !



Lion (22 juillet - 23 août)

otre évolution professionnelle est en bonne voie. Vous réalisez ne plus pouvoir travailler sous une personne donnant des directives. Vous appréciez de manoeuvrer dans vos tâches en prenant des initiatives. Vous recherchez un poste où vous pouvez créer.

Des coups de cœur peuvent survenir devant des boutiques. Les accessoires, les gadgets ou vêtements peuvent faire partie des dépenses très inattendues. La prudence est à conseiller pour préserver de la trésorerie et si vous sortez, fixez-vous un budget limité.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous vous éclatez dans votre emploi. Bonne nouvelle cela se ressent ! On mise sur vous. Une bonne étoile vieille sur vous. Vous êtes comme un aimant, vous attirez les bonnes opportunités. Profitez-en pour vous attaquer à des projets beaucoup plus ambitieux.

Les questions financières sont au centre des discussions familiales aujourd'hui. Vous ne pourrez pas éviter les risques de friction, mais très vite vous saurez comment faire pour calmer les esprits. Un retour au calme est rapidement prévu.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Surchargé ! Du moins, si vous êtes à votre poste. Le travail s'accumule et les conditions pour le réaliser ne sont pas des plus faciles ni des plus sereines. Vous ne vous ôtez pas de la tête que l'on cherche à vous mettre des bâtons dans les roues...

De l'argent, vous en avez. Cependant, vous avez également toujours quelque chose à acheter, à payer, à rembourser, bref, Jupiter est bien sympathique, mais il exagère vos sorties d'argent tout autant qu'il vous en donne !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

La confiance en vous ouvre des portes. Des relations entre collaborateurs sont profitables à votre avancement, car l'un d'eux peut vous épauler et s'avérer un piston pour gagner un poste intéressant. Une chance inattendue peut se présenter dans votre parcours.

Ne jetez pas votre salaire par la fenêtre dans des frais peu urgents. Avec Jupiter en Sagittaire, vous devez faire attention à votre générosité qui concourt à des dépenses. La gourmandise, de bons repas ou de la nourriture haut de gamme peuvent vous attirer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous manquez de motivation dans la réalisation de vos objectifs et de vos projets. Il est impossible pour vous de prendre une quelconque décision, vous confiez certaines tâches à l'un de vos collègues. Vous avez un grand besoin de vacances.

Aucune dépense superflue ne vient contrarier l'équilibre financier. Vous avez su anticiper, c'est comme si vous aviez déjà tout planifié d'avance. En cherchant bien, vous devriez même trouver quelques petites économies cachées dans un tiroir.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Les échanges avec vos collègues peuvent faire apparaître une pointe de rivalité professionnelle qu'il faut combattre dès à présent. Des moments d'entente avec un collègue peuvent vous aider à finaliser plus vite une tâche qui mobilisait beaucoup d'énergie.

Les dépenses sont inévitables et s'adressent à des sorties d'argent inattendues. Des invitations lancées par des amis entraînent ces frais qui s'associent à des charges liées au quotidien. Des concessions continuent d'être demandées pour garder l'équilibre.



Poisson (19 février - 21 mars)

Changement, nouveaux projets, les choses bougent. De plus, le climat se veut rassurant, sympathique. Les rapports avec vos collègues sont encourageants, solidaires. Votre capital sympathie génère des intérêts !

Ne cédez pas aux achats impulsifs et si vous devez effectuer un achat important, vérifiez que vos comptes pourront supporter cette dépense. Ne vous engagez pas à l'aveugle, c'est le meilleur moyen pour créer des ennuis bancaires !

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie